

*l'Anti*capitaliste

N°98 | MAI-JUIN 2018 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



MAI 68: UNE GRÈVE GÉNÉRALE SURPUISSANTE... SANS DÉBOUCHÉ POLITIQUE



LES SYNDICATS PEUVENT-ILS ÉCHAPPER
À L'INTÉGRATION ?



NICARAGUA: LES RACINES DE LA CRISE



ÉTATS-UNIS
LA RÉVOLTE DES ENSEIGNANTS

EDITORIAL

Régine Vinon Convergence des luttes, une nécessité **P3**

ACTUALITÉ

Camarade Beub Lois Travail et IRP

Chassée par la porte, la lutte des classes revient par la fenêtre **P4**

Robert Pelletier Les syndicats peuvent-ils échapper à l'intégration? **P7**

Tomas Andino Mencía Nicaragua: les racines de la crise **P11**

Régine Vinon Etats-Unis La révolte des enseignants **P13**

DOSSIER

Henri Wilno 68 en France et dans le monde **P17**

Yann Cézard De la révolte étudiante à la grève générale **P19**

Henri Wilno L'extrême gauche et l'eau qui monte **P20**

Jean-Claude Laumonier Mai 68 à Rouen **P23**

Diego Giachetti Le 68 italien **P26**

Alain Krivine, Jean-Philippe Divès Entretien «Les conquêtes politiques et sociales viennent toujours des mobilisations extraparlimentaires, jamais des élections» **P30**

EN DÉBATS

Sonia Casagrande, Josette Trat Dès 1970, le viol au cœur des luttes féministes **P34**

FOCUS

Yann Cézard Jupiter sans la foudre **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

À nos lecteurs et lectrices

En raison de l'actualité sociale chargée, de l'investissement du NPA et de ses militantEs dans les mobilisations en cours et de nos (trop) faibles moyens humains, nous avons pris trop de retard pour sortir le numéro de l'Anticapitaliste mensuel daté de mai. Le présent numéro est donc un numéro de mai-juin. Nous vous présentons toutes nos excuses, et nos abonnéEs ne seront évidemment pas pénalisés par ce contretemps.

La rédaction

Illustration de Une:
DR.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès, Ugo Palheta, Laurent Ripart, Virginia de la Siega, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



Convergence des luttes, une nécessité

PAR RÉGINE VINON

Que l'on parle de convergence des luttes, de coagulation selon la vilaine expression macronienne ou de grève générale, comme dans la tradition ouvrière, de quoi s'agit-il ? La question se pose, à entendre cette petite musique insistante sur l'impossibilité, l'utopie voire la chimère d'une convergence des luttes.

D'un côté, ceux qui essaient de diviser le mouvement insistent sur les particularités de chaque situation, faisant croire que l'on serait plus forts en se battant seuls sur ses revendications, car on aurait plus de chances de faire entendre sa voix sans qu'elle soit fondue dans un tout.

Pour certains, tel Jean-Luc Mano, ancien militant communiste et président de l'UNEF-Renouveau de 1976 à 1979, la convergence des luttes est « un mythe trotskyste qui a la peau dure, car on en parle encore » !

Le chroniqueur politique de France Inter prétend qu'il n'y a rien de commun entre un cheminot qui veut garder son statut, une aide-soignante d'Ehpad qui ne parvient plus à faire son métier et un pilote d'Air France qui entend avoir sa part des bénéfices de l'entreprise. Un dirigeant syndicaliste comme Laurent Berger, de la CFDT, ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare que « la convergence, ce n'est pas notre tasse de thé », estimant que cette approche est un « leurre » pour les travailleurs.

Ce qui n'est pas un leurre, cependant, ce sont les reculs dans tous les secteurs, dus justement à cette non convergence, à cet éparpillement, émiettement, savamment entretenu. Ce qui n'est pas un leurre, c'est l'acharnement des gouvernements successifs contre les salariés. Tous ont appliqué depuis des décennies un plan de défense des riches, au détriment de nous tous. Résultat : des services publics de plus en plus délabrés, des entreprises qui continuent comme jamais à délocaliser, à licencier, et à pressuriser les salariés.

Bien entendu, on n'est jamais assurés de gagner, même si on s'y met tous ensemble. Et il est vrai aussi qu'une grève générale, ça ne se décrète pas. Mais au moins, cela s'organise. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les organisations syndicales organisent plutôt la... désorganisation, même la CGT qui est avec Solidaires la seule à parler de convergence. Car le calendrier des actions est totalement émietté : les fonctionnaires d'un côté le 19 mars, le 19 avril puis le 22 mai, les cheminots deux

jours sur cinq, les enseignants le 3 mai, et de nouveau le 22. Que l'on organise une montée en puissance des luttes, ce serait compréhensible, en proposant aux différents secteurs de se compter, de prendre confiance en leur force. Mais ce qu'on propose aux salariés ne ressemble en rien à un tel plan concerté, capable de mener à une victoire, à un recul du gouvernement. On ne voit pas un quelconque plan d'ensemble, clair, comme peut l'être celui du gouvernement.

Cette nouveauté de la grève cheminote deux jours sur cinq en est un exemple flagrant. Il s'agit d'une tentative, au nom de l'unité syndicale, de garder un entier contrôle sur le mouvement, en faisant pression sur le gouvernement dans le but d'aller négocier. Négocier quoi ? Contrairement à 1995, tous les syndicats ne demandent pas le retrait pur et simple du projet, mais une négociation, des aménagements que le gouvernement, droit dans ses bottes, refuse même d'envisager, y compris lorsqu'il envoie pour la galerie son Premier ministre rencontrer les syndicats, comme le 7 mai.

Or la grève des cheminots pourrait tout à fait aboutir à une convergence, car elle est tout sauf corporatiste. Elle défend en effet des revendications communes à tous les salariés : l'assurance de conserver leur emploi, leur salaire, leur retraite, la défense de leurs conditions de travail pour aujourd'hui et pour demain, pour eux comme pour les futurs embauchés. Ce sont justement des revendications dans lesquelles tous les travailleurs peuvent se reconnaître, car ce sont les mêmes attaques qu'ils vivent au quotidien.

Leur lutte est d'autant moins corporatiste que les cheminots actuels ne seraient pas concernés par la fin du statut. Le gouvernement s'est d'ailleurs cru malin en tablant sur le fait que seuls les futurs embauchés étant concernés, le mouvement ferait long feu. Or il n'en est rien. Les cheminots refusent que les générations futures soient condamnées à des emplois au rabais, c'est pourquoi le mouvement tient si longtemps !

Le fait qu'il y ait des rapprochements entre différents secteurs en lutte, par la présence d'étudiants, de postiers, d'agents EDF et d'autres aux AG et aux manifestations cheminotes, et que des travailleurs du rail aillent soutenir d'autres salariés en mouvement, montre la voie. C'est, dans les faits et en pratique, comme cela qu'une convergence peut se construire. □



Le 24 avril 2018 à la Gare du Nord, à Paris. Photothèque rouge/Martin Noda.

LOIS TRAVAIL ET IRP

Chassée par la porte, la lutte des classes revient par la fenêtre

PAR CAMARADE BEUB¹

Quand les contre-réformes et restructurations décidées en haut relancent la lutte des classes en bas : effets imprévus de l'arrogance gouvernementale et patronale...

Le milieu du siècle dernier s'est caractérisé en France par la mise en place progressive, sur une période de cinquante ans, de toute une architecture d'institutions représentatives du personnel (IRP) emboîtées et interconnectées. Tout en bas, les délégués du personnel (DP), institutions de proximité, relais des réclamations des salariés, chargées d'interpeller l'employeur en défense des droits, pour le respect des conventions, premier niveau d'alerte avec un droit de saisine de l'inspection du travail et des prud'hommes. Au-dessus, le comité d'entreprise (CE) : organe de surveillance économique, gestionnaire des œuvres sociales arrachées au pouvoir discrétionnaire des employeurs. Même si l'organe restera purement consultatif, il dispose d'une capacité d'expertise économique, de freinage des restructurations.²

Dans le domaine revendicatif, les délégués syndicaux (DS) ont été instaurés en

1968, dans la foulée de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, qu'ils représentent ; ils sont les interlocuteurs des employeurs pour la négociation des accords sociaux et salariaux, notamment lors des négociations annuelles obligatoires – NAO – depuis 1982. Dernière instance, mise en place en 1982 : le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Doté de la personnalité morale, capable d'engager ses propres expertises sur le plan de la santé et de la sécurité, il est devenu une épine dans le pied des employeurs, notamment en tant que source de jurisprudence de plus en plus protectrice pour les salariés.

Longtemps, malgré un rapport de forces de plus en plus en sa faveur, le patronat a hésité à attaquer cet ensemble de front. C'est pourquoi il a commencé par petites touches expérimentales : à partir de 1993, possibilité pour les petites entreprises de fusionner DP et CE dans la délégation

unique du personnel (DUP) ; à partir de 2008, nécessité de choisir le DS parmi les candidats aux élections CE-DP et possibilité pour des salariés autres que le DS de négocier. Il a fallu attendre ces trois dernières années pour que l'offensive commence réellement, les lois Rebsamen (2015) et El-Khomri (2016) élargissant considérablement les possibilités de mise en place de la DUP.

Mais on restait encore dans le cadre d'une possibilité offerte à l'employeur, lequel devait l'obtenir dans son entreprise, face à une résistance en général proportionnelle à la taille et à l'implantation syndicale, ce qui s'avérait de fait inapplicable dans les grandes entreprises. Le problème jusqu'ici était ainsi que paradoxalement, ce que le patronat demandait d'en haut, il peinait à le faire appliquer en bas, dès lors que les dispositions nécessitaient la mise en place d'accords dérogatoires à la loi, qu'il fallait imposer à des représentations syndicales réticentes. De

CSE Tour Eiffel – L'intervention des salariés fait reculer la direction ! Les ordonnances ne rentrent pas dans l'entreprise !

Le climat social dégradé depuis plus d'un an, cumulé aux intentions de la direction d'instaurer un CSE « à la lettre », ont déclenché le mécontentement des salariés de la Tour. Sous la menace d'une grève, avec un préavis déposé le 19/2, la direction a cédé sur la quasi-totalité des revendications CGT. Un accord a été signé garantissant :

- Le maintien à 32 représentants du personnel, ce qui équivaut au nombre d'IRP d'une entreprise de 1000 à 5000 salariés, pour Macron... l'effectif de la Tour est de 315 !!!
- Nombre d'heures de délégation identique.
- Annualisation et mutualisation des heures de délégation titulaire et suppléant.
- Le maintien des prises en charge des expertises deman-

dées par les IRP, par l'employeur.

- Elections repoussées à décembre 2018, malgré une tentative de la direction de les imposer en juin, période où les effectifs titulaires sont plus fluctuants.

Belle victoire qui donne confiance en l'action collective et syndicale, à partager et faire connaître auprès de nos bases, de nos syndiqués et au-delà ! Seul le rapport de force des salariés a une fois encore permis d'inverser la volonté du gouvernement et du patronat. Pour rappel à la Tour Eiffel : c'est 1 salarié sur 2 qui est syndiqué dont plus de 130 à la CGT !!!

Grand bravo à nos camarades !

Source : <http://cgt.fr/L-intervention-des-salaries-de-la-Tour-Eiffel-fait-reculer-la-direction.html>

même, il y avait une limite à ce que le pouvoir nominalement socialiste pouvait assumer, les expérimentations hasardeuses de Sapin, Rebsamen et El-Khomri allant le griller comme instrument d'application en souplesse des désirs capitalistes.

UN COUP D'ÉTAT SOCIAL

Ainsi, avant d'envisager tout bouleversement d'envergure, il fallait pour la bourgeoisie s'emparer directement du pouvoir d'Etat pour pouvoir imposer, depuis cette nouvelle base, son programme maximum. C'est le sens de la mise en place de Macron : avec ce qui s'apparente rétrospectivement à un coup d'Etat social, le capital a imposé sans fard son fondé de pouvoir direct.

En matière d'institutions représentatives du personnel, le présent gouvernement parachève l'œuvre dissolutrice du précédent en généralisant la fusion DP/CE à toutes les entreprises ; en supprimant le CHSCT, remplacé par une commission spécialisée du nouveau comité social et économique (CSE)³ ; en ouvrant y compris la possibilité de faire disparaître le DS dans cet ensemble rebaptisé pompeusement « conseil d'entreprise » (nouveau « CE », qui n'a rien à voir avec l'ancien) et habilité à négocier des accords (qui seront d'application obligatoire même s'ils ne sont pas conformes à la loi).

Alors, l'adoption par ordonnance de la loi Travail 2 constitue-t-elle la victoire finale et sans retour du patronat ? C'est indéniablement l'aboutissement d'une offensive préméditée et menée avec succès. Faut-il pour autant abandonner tout espoir ? Loin de nous féliciter de ce qui reste une défaite en rase campagne de la classe ouvrière et des syndicats, nous verrons ici qu'en détail, les choses sont souvent plus compliquées : la lutte des classes ne cesse jamais, elle est consubstantielle au rapport social de production capitaliste. C'est pourquoi, chassée par la porte, elle montre une furieuse tendance à revenir par la fenêtre.

DANS UN JEU ROUVERT, LE RETOUR DU RAPPORT DE FORCES

La victoire est indéniable, il faut reconnaître à la *team Macron* le mérite d'avoir engrangé le point, mais il se pourrait bien que le prix du succès soit élevé : pour trancher dans le vif, le gouvernement a dû engager sa responsabilité et faire de la fusion des IRP une obligation légale, mais il a dû aussi concéder le maintien de la possibilité pour les « par-

tenaires sociaux » à tous les niveaux de faire mieux que la loi.

A cela s'ajoute le fait que ce recul se paie au prix d'un passage en force contre tous les syndicats⁴, lesquels ont pu constater, là encore à tous les niveaux, les effets de la « consultation des partenaires sociaux ». Après la politique capitulaire de l'ancienne direction de Force ouvrière, avec la bascule et le retour de cette confédération dans le camp du refus, prévisible dès avant son dernier congrès, c'est de nouveau, en théorie, l'unanimité des organisations syndicales (OS) pour dénoncer ces dispositions, et au moins refuser de les laisser s'appliquer « au minimum légal ».

Ce qui signifie que dans toutes les entreprises où les négociations, les vraies, vont avoir lieu, les OS auront d'une manière ou d'une autre tendance à concentrer leurs efforts contre la destruction des acquis : dans l'impossibilité d'empêcher la fusion, il faut au moins se battre pour obtenir partout mieux que le minimum légal, en maintenant le plus d'instances et de droits. Or la mise en place des nouvelles structures se traduit par l'obligation de négocier un accord CSE, distinct du protocole préélectoral. Et à cette occasion, un front syndical uni peut faire des étincelles.

Pour prendre un exemple récent, l'issue des négociations à PSA Retail (concessionnaires et distribution) donne l'idée des constructions qu'on peut obtenir : CSE à plusieurs niveaux, maintien d'élus de proximité fonctionnant comme des DP, définition de commissions locales HSCT proches des CHSCT d'origine.⁵ Puisque le droit syndical se négocie « boîte par boîte », les négociateurs syndicaux demanderont, et obtiendront dans bien des cas, plus que le minimum légal.

Un deuxième exemple, celui de la CGT de la Tour Eiffel, nous montre de surcroît qu'à la différence des protocoles préélectoraux, des clauses valant accords CSE peuvent être négociées à l'occasion de grèves, de débrayages ou de simples menaces de conflits sociaux (*voir en encadré le communiqué du syndicat CGT*).

En bouleversant tout dans l'entreprise, Macron n'a en réalité pas réglé mais déplacé le problème. Les deux exemples précédents montrent qu'en lieu et place d'un cadre relativement rigide, essentiellement fourni par la loi et dont la mise en place générerait somme toute peu de contentieux, la structure des IRP dépendra désormais du rapport de forces que

les syndicats seront capables d'imposer dans les entreprises. Verra-t-on se développer des grèves mêlant de plus en plus des revendications d'amélioration des conditions de travail, des salaires, et l'exigence de « bons » accords CSE ?

CHEZ LES SALARIÉS, UN INTÉRÊT NOUVEAU POUR LES RAPPORTS DE SOUS-TRAITANCE

S'il est bien trop tôt pour vérifier cette hypothèse, il faut noter d'ores et déjà un changement dans la manière dont les salariés interrogent, au travers des revendications immédiates de leurs luttes, sur la manière dont sont organisés les rapports intercapitalistes de production. Quand l'égalité des droits était garantie par le code du travail, le combat pour remonter le niveau de sous-traitance, par exemple, n'était pas toujours perçu comme un enjeu pour les salariés, au grand dam des organisations syndicales, d'ailleurs. Mais les dispositions des ordonnances ne sont pas encore sèches que le combat dans et contre la sous-traitance se rallume.

Dans l'aérien, la lutte ne concerne pas seulement Air France : de plus en plus de grèves secouent les sous-traitants de l'aérien et des compagnie aéroportuaires, cherchant y compris à se confronter à leurs donneurs d'ordres. Toujours dans la sous-traitance des transports, tout le monde a en mémoire le combat victorieux des salarié-e-s du nettoyage des gares d'Onet, à la fois contre leur employeur (un sous-traitant de sous-traitant, ce n'est pas une blague !) et contre la SNCF. Celui-là a démontré deux choses : que les salarié-e-s ont intérêt à faire bloc autour de leur lieu de travail, avec les équipes côtoyées sur place, et dans la foulée, qu'ils avaient également intérêt à y réclamer l'égalité des droits : la victoire, remportée avec le soutien de l'intersyndicale des cheminot-e-s, s'est traduite par le réaligement des contrats et des droits sur la convention collective du travail ferroviaire.⁶

Et de même dans l'hôtellerie : le combat des femmes de ménage de Holiday Inn avait lui aussi pour objet de se faire réintégrer chez le donneur d'ordre. Si cet objectif n'a pas été atteint, la lutte a pu arracher là encore la mise à niveau des droits ; quant à la question de la ré-internalisation, elle devrait donner lieu à la réouverture





Manifestation des salarié-e-s d'Onet pendant leur grève de novembre-décembre 2017. DR.

de négociations en 2019.⁷ Si des salarié-e-s a priori jugés peu susceptibles de se saisir de ces enjeux se mettent aujourd'hui à le faire, c'est que la question de l'organisation du capital est désormais directement palpable, par la menace qu'elle fait peser tant sur les rémunérations que sur les droits.

Il faut comprendre comment les dispositions légales et conventionnelles imposant l'égalité des droits ont, pendant toute une période, largement protégé les salariés contre une pratique jadis coutumière: le marchandage, qui consistait à chercher la maximisation des profits en sous-traitant sa main-d'œuvre vers une entreprise où les droits des salariés étaient inférieurs à ceux du donneur d'ordre initial, la rendant moins chère.

Parce qu'il existait un socle commun de droits, parce que l'employeur sous-traitant était tenu peu ou prou aux mêmes règles et conventions collectives que son donneur d'ordre, outre d'être illégale, sinon réellement réprimée, l'opération était encore peu profitable au final. Mais en réduisant à néant les protections précitées, c'est bien à cette délinquance patronale-là que Macron ouvre à deux battants la porte! Avec les ordonnances désormais, ce qui était interdit sera permis, et même encouragé: le différentiel des droits entre entreprises est perçu comme un élément de compétitivité, et la compétitivité c'est sacré, n'est-ce pas?

Mais là encore, cette opération de légalisation du marchandage tous azimuts pourrait bien avoir un coût pour le pouvoir, dans la mesure où elle fait de la question de la sous-traitance et de

l'organisation en franchises un enjeu immédiat, palpable pour les salariés. Pour eux la relation de sous-traitance, et la flexibilité dans le droit conventionnel qu'elle autorise, se traduisent désormais par une dégradation directement perceptible des conditions de travail et de la rémunération. Il est donc naturel qu'ils l'identifient comme enjeu: sans surprise, la classe ouvrière réagit en fonction des menaces concrètes sur ses intérêts. Dans le cas présent cependant, la réaction est tellement immédiate, voire anticipée sur l'évolution du droit, qu'on peut penser qu'au fur et à mesure du développement du processus dans ses ultimes conséquences, les conflits vont se multiplier.

En vérité, si l'on part du présupposé a priori juste que Macron est le golem des classes possédante, porté qu'il a été au nues par leur armée médiatique, on doit bien conclure que la bande d'apprentis sorciers du capital qui le contrôlent, fine équipe d'entrepreneurs élevés au Medef, est en réalité constituée d'ignares savants, véritables analphabètes sociaux et politiques, à la mémoire courte... On dirait qu'ils ont oublié que ces institutions qu'ils s'acharnent aujourd'hui à détruire ont été mises en place précisément pour empêcher la grève générale et sa conséquence, la perte de contrôle par le capital de l'outil collectif de travail.

Qu'on revienne un peu sur leur histoire et on s'apercevra que les DP et les conventions collectives étaient un compromis pour récupérer les usines et ateliers, lesquels étaient en 1936,

rappelons-le, occupés: il fallait bien un corps de négociateurs suffisamment représentatifs. De même, les CE n'ont été cédés qu'en contrepartie de la récupération économique des mêmes usines, occupées par des comités de libération armés, devant la faillite morale de la bourgeoisie collaborationniste.

Là où la classe bourgeoise, ne serait-ce que de la génération précédente⁸, avait encore une forte conscience des possibilités de la lutte de classes, celle d'aujourd'hui n'a plus en tête que son propre triomphe. Elle pense pouvoir se passer de tout frein, de tout régulateur, et fait sauter les digues qu'elle a érigées par le passé pour se protéger, précisément au moment où elle pourrait en avoir le plus besoin. Elle en oublie la réalité. À nous de faire que cette dernière la rattrape. □

¹ L'auteur est inspecteur du travail.

² Avec sa double structuration CE et comité central d'entreprise (CCE), l'institution a longtemps charpenté les équipes syndicales, dans les entreprises de grande taille.

³ C'est-à-dire un pur et simple retour, dans les faits, à la situation d'avant 1982, avec une commission d'hygiène et de sécurité interne au CE.

⁴ CFDT comprise, où le procédé a choqué jusqu'à la base, forçant la direction à prendre ses distances - voir <https://www.humanite.fr/ordonnances-la-tete-de-la-cfdt-secouee-par-sa-base-643101>

⁵ Cf. Liaison Sociales Quotidien du 15 mars 2018, «IRP: PSA Retail France assortit la mise en place de ses CSE de représentants de proximité».

⁶ Voir <http://www.revolutionpermanente.fr/Onet-Victoire-eclatante-des-grevistes-du-nettoyage-des-gares-françaises>

⁷ Voir <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/02/09/97002-20180209FILWWW00147-greve-au-holiday-inn-de-clichy-accord-trouve.php> et <http://www.leparisien.fr/hauts-de-seine-92/apres-111-jours-de-greve-le-conflit-de-l-holiday-inn-de-clichy-prend-fin-09-02-2018-7549806.php>

⁸ «Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours - Le vrai visage du capitalisme français», Benoît Collombat (dir.), Editions la Découverte, Paris, 2014 (2^e éd.).

Les syndicats peuvent-ils échapper à l'intégration ?

PAR ROBERT PELLETIER

Les appareils syndicaux se sont intégrés de longue date aux mécanismes du « dialogue social », qui permet de négocier les reculs sociaux en échange de quelques miettes, voire prébendes. Sous Macron, la source semble cependant se tarir... sans que cela ait jusqu'à présent conduit à des redéfinitions stratégiques.

« **L**a nature essentielle du syndicalisme est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société : il peut offrir au prolétariat une bureaucratie expérimentée, des techniciens experts en questions industrielles de portée générale, il ne saurait être la base du pouvoir prolétarien. »¹ « Le développement normal du syndicat est caractérisé par une décadence continue de l'esprit révolutionnaire des masses : quand la force matérielle augmente, l'esprit de conquête s'affaiblit ou disparaît complètement, l'élan vital s'épuise, l'intransigeance héroïque fait place à l'opportunisme, à la pratique de la politique du "beurre sur le pain" ».²

Ces lignes d'Antonio Gramsci résumant, de façon un peu abrupte, une appréciation des syndicats largement portée par des classiques du marxisme, de Marx lui-même à Trotsky en passant par Rosa Luxemburg. Mais, par ailleurs, Léon Trotsky défendait la nécessité pour les militants révolutionnaires de militer dans les syndicats sous hégémonie stalinienne ou social-démocrate. L'enjeu de toute discussion sur le(s) syndicalisme(s) est d'analyser la situation concrète du syndicalisme dans ses évolutions et dans sa réalité du moment. En France, l'existence de plusieurs confédérations et fédérations et de multiples contradictions internes impose de scruter les évolutions et contradictions. Analyser les formes précises de l'intégration des organisations syndicales est indispensable, que ce soit dans l'activité quotidienne des militants syndicaux ou pour contester leurs stratégies.

RETOUR SUR DES ÉVOLUTIONS DIFFÉRENCIÉES

Il est commun aujourd'hui de dénon-

cer l'engagement des directions confédérales dans le dialogue social comme nouvelle forme de leur intégration à la logique capitaliste. Après l'échec des mobilisations de ces dernières années contre les lois El Khomri puis Macron, la stratégie mise en œuvre en ce printemps par les directions syndicales est une nouvelle fois mise en question.

L'histoire des syndicats qualifiés de « réformistes » les inscrit plus ou moins dans la logique d'un dialogue social synonyme de compensations matérielles et de prérogatives d'appareil. La CFTC, la CFE-CGC, l'UNSA et FO sont nées sous le signe de la collaboration de classes.

FO, dont l'hétérogénéité vient en grande partie des conditions de sa création et de son développement, fait notamment de rupture avec la CGT stalinienne, voit se côtoyer anarchistes, socialistes « bon teint », trotskystes, affidés du patronat voire de l'extrême-droite.

Pour la CFDT, la déconfessionnalisation (passage de la CFTC à la CFDT en 1964) dans le contexte de luttes autour de Mai 68 a conduit pour un temps à des positionnements radicaux, que ce soit en terme de modalités d'actions (occupations...), de projet global (autogestion, place des femmes) ou de mots d'ordre (augmentations uniformes). La lutte des Lip en a fixé les limites.

En ce qui concerne la CGT, les traditions socialistes à la mode Deuxième Internationale et anarcho-syndicalistes ont été mises en question par le poids grandissant du PCF à partir des grèves de juin 1936. Si celles-ci ont permis d'engranger des conquêtes sociales significatives (congés payés, 40 heures, 15 % d'aug-

mentation des salaires), la création, ou plutôt la généralisation, des délégués du personnel élus sur listes syndicales et des conventions collectives ont fourni les premières bases matérielles de « fonctionnarisation » du syndicalisme. Le mouvement syndical, divisé (CGT/CGTU) et affaibli en 1934, ne comptait alors plus que 800 000 syndiqués mais est passé à 4 millions en 1937.

A la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement intégrant le PCF a associé bourgeoisie et classe ouvrière pour la « reconstruction du pays ». La mise en place de la Sécurité sociale, des comités d'entreprise, les nationalisations et la multiplication des structures de négociations ont permis un développement considérable de l'appareil de la CGT. Le rapide retournement à travers la « guerre froide », conduisant à l'éviction des ministres communistes et à la création de Force ouvrière, a réactivé une politique « troisième période de l'Internationale communiste » de la CGT et du PCF, qui dans la foulée de la grève de Renault en 1947 avaient craint un ébranlement de leur hégémonie. A partir de la grève des mineurs de 1963, la remontée de la combativité s'est traduite par des grèves dures, tandis que se mettait en place en 1966 l'unité CGT-CFDT.

Mai 68 va illustrer les stratégies des directions syndicales encadrant les grèves et refusant tout affrontement avec l'Etat bourgeois. Seule la CFDT se positionnera en soutien aux mouvements de contestation « généraux », politiques. Le constat de Grenelle a



enregistré une hausse des salaires de 7 %, et de 33 % pour le SMIC, un « engagement » sur la réduction du temps de travail et la reconnaissance de la section syndicale dans les entreprises. Mais pas d'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, revendication centrale de la CGT. Cette politique se traduira par une faible progression des effectifs syndicaux. Et un recrutement fait d'anti-gauchisme et fermé à toute forme d'auto-organisation.

LA BOURGEOISIE ET LES LEÇONS DE MAI 68

La grande trouille de 68 conduit la bourgeoisie à modifier profondément ses stratégies économiques et industrielles et le système de relations sociales sur fond de crises économiques. Restructurations, démantèlement des grands sites industriels, progression du chômage, développement de la précarité vont concourir à affaiblir les capacités de résistance de la classe ouvrière. Parallèlement, la bourgeoisie et les gouvernements successifs vont s'ingénier à inscrire la conflictualité sociale dans une logique de négociations faite de diagnostics partagés et de confrontations limitées, de réformes qui s'inscrivent définitivement dans une réalité de contre-réformes.

Ces évolutions ne s'opposent en rien aux conceptions de la CFTC ou de la CFE-CGC, voire de FO. Dès le milieu des années 1970, la direction de la CFDT s'engage dans cette même direction : mise en cause de la radicalité, recentrages successifs, elle choisit la voie d'une plus grande intégration aux structures de négociation, d'administration, de cogestion, dans le cadre du système.

Les lois Auroux de 1982, souvent présentées comme des avancées sociales importantes, tenteront de faire entrer la « citoyenneté dans l'entreprise », tentative pour dissimuler le lien de subordination au cœur du système capitaliste d'exploitation. Ces lois ont renforcé l'enfermement du syndicalisme dans l'entreprise, déjà amorcé par la reconnaissance du syndicat en son sein datant de 1968, en rendant obligatoire les négociations annuelles obligatoires

(NAO) sur les salaires, la durée et l'organisation du travail. Parallèlement, ces lois ont augmenté les moyens et le pouvoirs des institutions représentatives du personnel (IRP) avec des moyens financiers plus importants pour les CE, en transformant les Comités d'hygiène et sécurité (CHS) en une IRP autonome, les Comités d'hygiène et sécurité, conditions de travail (CHSCT) aux droits et moyens augmentés.

*« Les références contemporaines au dialogue social et aux partenaires sociaux (...) valorisent d'une certaine manière un processus délibératif, mais celui-ci est limité à l'implication des organisations patronales et syndicales dans des discussions portant sur les changements à accomplir (...) L'essentiel consiste à montrer qu'un dialogue a été organisé, indépendamment de son contenu (...) L'acceptation d'une logique de dialogue social et civil, de partenariat et de gouvernance, réduit le salariat à un groupe d'individus ayant en commun une forme juridique d'emploi. Le dialogue et le partenariat sont porteurs d'une idéologie consensuelle incompatible avec la reconnaissance d'intérêts de classe du salariat ».*³

La conflictualité du travail va aller en décroissant, prise dans l'engrenage du développement du chômage et de la précarité, de la déstructuration des grandes entreprises et de la mise en concurrence des salariés au niveau mondial. La généralisation du dialogue social va accélérer l'institutionnalisation du syndicalisme. C'est ainsi que devant le développement des fermetures de sites et des plans de licenciements, tout un processus d'information/consultation des IRP vise à associer les organisations syndicales à une forme de cogestion des plans « sociaux » puis des plans de « sauvegarde » de l'emploi.

La mise en place des 35 heures, impulsée par Martine Aubry, impose aux organisations syndicales de s'insérer toujours plus dans le dialogue social tout en multipliant les possibilités de dérégulation du temps de travail. Un nouveau pas est franchi en 2008 avec l'accord Medef-CGT-CFDT sur la représentativité. Avec l'abandon des élections à la Sécurité sociale puis aux Prud'hommes, la représentativité des organisations syndicales est désormais calculée

sur le seul résultat des élections professionnelles et essentiellement celle des comités d'entreprise, consultations particulièrement sensibles à la gestion des activités sociales et culturelles plutôt qu'à l'action syndicale. Les grandes mobilisations contre les réformes des retraites, les lois travail et les ordonnances n'ont pas permis de faire reculer les gouvernements. Si la réforme des retraites de 2013 ou l'ANI ouvrant sur les accords compétitivité-emploi ont été approuvés par la CFDT, la CFE-CGC et l'UNSA, les mobilisations ont été marquées par des fins de non-recevoir pour la CGT, FO et Solidaires.

LA FIN DU DIALOGUE SOCIAL ? LES SYNDICATS AU PIED DU MUR

Si la logique économique et sociale de Macron et de son gouvernement s'inscrit dans la continuité des gouvernements précédents, son attitude face aux syndicats de salariés, voire parfois aux organisations patronales, marque une rupture avec ses prédécesseurs. Ceux qu'ils nomment « les corps intermédiaires » doivent être remis à leur place de contestataires, sans moyens ni droits à de quelconques pouvoirs de décisions au niveau de l'Etat et de ses institutions parlementaires, avec des droits et moyens limités au niveau de l'entreprise.

La liste des reculs s'allonge régulièrement. Réforme des prud'hommes, coupes drastiques dans les moyens et pouvoirs des IRP (suppression des délégués du personnel, réductions du nombre d'élus dans les CE devenus CSE, limitation des droits et moyens des CHSCT, etc.), réforme du droit des licenciements, institution des référendums d'entreprise à l'initiative des employeurs, démantèlement de l'Inspection du travail... Parfois, même les concessions accordées aux « réformistes » pour leur donner un argument afin de déstabiliser le camp syndical sont remises en cause (cf. le « compte pénibilité » vidé de tout contenu).

En fonction de leurs histoires, traditions, repères idéologiques mais aussi de leurs moyens, les différentes organisations syndicales tentent de s'adapter ou de s'opposer à ces évolutions. Pour la brochette CFTC, UNSA, CFE-CGC, FO, pas de grands états d'âme, du moins dans les appareils,

même si le dernier congrès de FO a enregistré quelques remous passagers. Leur faible représentativité, sauf exceptions, fait que ces syndicats sont peu touchés par la réduction des moyens des IRP. Leur vie et

des opposants au silence ou les a contraints au départ, tout en optimisant l'appareil, sa « communication » et ses moyens de fonctionnement. Dans une période où les luttes paraissent moins efficaces que le dia-

logue social, le niveau des adhésions peut se maintenir. Surtout quand il est très souvent « appuyé » par des directions d'entreprise préférant des « partenaires sociaux » plutôt que des syndicalistes combattifs. La logique du gouvernement Macron est basée sur une volonté de marginalisation des « corps intermédiaires » au nom de la légitimité issue du vote aux élections présidentielle et législatives. Une volonté que la direction de la CFDT tente parfois de freiner en accompagnant les mobilisations, dans un équilibre délicat qui l'a conduite à signer malgré tout les accords sur la formation professionnelle, dans la mesure où la gestion de celle-ci reste en grande partie entre les mains des « partenaires sociaux ».

La FSU a été l'expression d'une certaine radicalité au milieu des années 1990, mais aussi de batailles d'appareils entre la tendance animée par des militants du PCF et la tendance « socialiste » sur le point, à l'époque, de perdre la majorité dans la FEN. Les bouleversements sociologiques du corps enseignant, ainsi que la volonté de la direction de la FSU de ne pas s'affronter aux gouvernements de « gauche », l'ont menée à une incapacité dramatique à défendre même au quotidien les intérêts des salariés, et à cautionner toutes les contre-réformes et réductions de moyens.

La CGT tend à cumuler toutes ces contradictions, augmentées de la perte de repères politiques produit de l'écroulement du mur de Berlin et de celui de l'électorat du PCF. Là aussi, les restructurations de l'appareil de production sont un des éléments fondamentaux de l'affaiblissement. Mais dans le même temps, les reculs idéologiques ont alimenté des politiques suicidaires. Ainsi l'accompagnement bureaucratique de la privatisation d'EDF-GDF⁴, d'Air France, des Postes et Télécommunications, opéré par une partie de l'appareil a non seulement déconstruit des bases ouvrières, militantes fortes, mais aussi sapé bien des ressources matérielles de l'appareil.

Globalement, ces positionnements peu critiques par rapport aux gouvernements de « gauche » ont abouti, avec des rythmes et à différents niveaux, à des évolutions divergentes. On a ainsi vu se développer une défiance par rapport au politique au sens de l'action gouvernementale, ainsi qu'une volonté de rupture avec la politique du PCF et tout ce qui pouvait y ressembler. L'existence de ces positionnements, portés par des unions départementales, des fédérations et/ou des courants transversaux contribue à rendre la confédération difficilement gouvernable et soumise à des alliances internes à géométrie variable. L'épisode Lepaon, s'il relève sur le fond de questions de financement, a illustré de façon caricaturale ces difficultés de gouvernance.



Philippe Martinez et Jean-Claude Mailly, en tête de la manifestation intersyndicale du 9 mars 2016 à Paris. Photothèque rouge/Milo.

leur survie sont liées aux structures de collaboration de classes (organismes de formation, mutuelles, etc.), pour l'essentiel au niveau national.

Cependant des contradictions existent. La mise à l'écart des syndicats de la gestion de l'assurance-chômage et de la formation professionnelle vise toutes les organisations. La progression de la CFE-CGC, en liaison notamment avec l'augmentation des effectifs des cadres et assimilés, l'oblige à prendre en compte les exigences de ses adhérents, pas toujours disposés à accepter la taylorisation de leur travail et/ou leur exclusion de tout pouvoir d'intervention dans les décisions managériales, avec l'exigence patronale qu'ils portent et supportent les discours patronaux. Ceci explique, en partie, les mobilisations animées par des intersyndicales « larges » chez les cheminots ou à Air France. Même si, dans ces deux cas, c'est d'abord la combativité des salariés concernés qui impose cette unité dans la résistance.

Pour la CFDT, les réductions de moyens et de pouvoirs pourrait impacter gravement ses moyens et raisons d'exister. Certes, les dizaines d'années consacrées à la mise en ordre d'un fonctionnement très bureaucratique ont réduit la plupart

des opposants au silence ou les a contraints au départ, tout en optimisant l'appareil, sa « communication » et ses moyens de fonctionnement. Dans une période où les luttes paraissent moins efficaces que le dia-

logue social, le niveau des adhésions peut se maintenir. Surtout quand il est très souvent « appuyé » par des directions d'entreprise préférant des « partenaires sociaux » plutôt que des syndicalistes combattifs. La logique du gouvernement Macron est basée sur une volonté de marginalisation des « corps intermédiaires » au nom de la légitimité issue du vote aux élections présidentielle et législatives. Une volonté que la direction de la CFDT tente parfois de freiner en accompagnant les mobilisations, dans un équilibre délicat qui l'a conduite à signer malgré tout les accords sur la formation professionnelle, dans la mesure où la gestion de celle-ci reste en grande partie entre les mains des « partenaires sociaux ».

Pour la direction de la CGT il est donc bien question de mener et réussir une double opération : rassembler en interne autour d'une orientation relativement combative, estimée être le point médian actuel de la confédération ; défendre face au gouvernement un ensemble de positions, de prérogatives, de moyens dont dépend en

besogne, faite de défense des intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses, et de lutte pour une transformation d'ensemble de la société « par l'expropriation capitaliste », en toute indépendance des partis et de l'Etat.

L'existence légale du syndicalisme en France a démarré avec la loi de 1884, combattue par de nombreux syndicats qui « considèrent que la déclaration obligatoire constitue une mesure de police et critiquent le fait

des mobilisations récentes dans des secteurs à faibles traditions syndicales (hôtellerie, restauration, commerce, nettoyage, secteurs « ubérisés », sous-traitants de la SNCF ou intérimaires dans l'automobile, etc.). Elles montrent les possibilités de luttes et d'organisations de salarié-e-s dont le syndicalisme se préoccupe peu, d'avancées qui peuvent permettre de rompre avec les fracturations aggravées par le chômage et la précarisation. L'existence depuis plusieurs mois dans les manifestations de « cortèges de tête », regroupant « radicaux », syndicalistes des cortèges traine-savate, jeunes, inorganisés, illustre la difficulté pour les syndicats à prendre en compte des voies de radicalisation différentes.

Une autre piste est une prise en compte de préoccupations plus large que le salaire : « mais, à l'inverse, sans lien avec des outils critiques permettant de comprendre ce qui se joue dans les rapports de production, sans aspiration à penser autrement l'utilité sociale du travail, la valeur d'usage de ce qui est produit, les syndicats peuvent s'enfermer ou se laisser enfermer dans une activité défensive et/ou de revendication immédiate facilement canalizable par les directions d'entreprise. Organes de résistance, de conscientisation, les syndicats peuvent aussi devenir des instruments de contrôle social permettant la reproduction de l'ordre social dominant ». ⁶ L'utilisation du référendum par les salarié-e-s d'Air France ou de la SNCF montre que même les instruments d'encadrement de la lutte des classes peuvent être retournés contre leurs initiateurs. A condition que la mobilisation des salarié-e-s soit au rendez-vous. □



Le 9 avril 2015 à Paris, au sein du cortège de Solidaires. Photothèque rouge/JMB.

grande partie sa crédibilité et son fonctionnement. Mais dans de nombreuses structures les débats sont rudes, voire violents, sans que les considérants politiques soient toujours évidents. Devant les difficultés d'adhésion, de renouvellement des générations, certains misent sur une forme de radicalité, d'autres sur le retour aux méthodes traditionnelles anti-démocratiques de la « forteresse assiégée ». La volonté réelle de prendre en charge les questions du féminisme et LGBT, les mobilisations des travailleurs sans papiers, montrent les possibilités de progression, y compris sur des terrains peu familiers à la CGT.

ET MAINTENANT ?

Dans son congrès confédéral du début juin, Laurent Berger a pu déclarer que « le syndicalisme est mortel, mais pas le nôtre », c'est-à-dire pas celui de la CFDT.

La Charte d'Amiens a fixé un cadre au syndicalisme français : la double

qu'aucune sanction ne soit prévue à l'encontre des patrons qui s'opposeraient à la création du syndicat ». ⁵ Toutes les lois qui ont tendu à donner des moyens au syndicalisme ont ainsi été l'objet de débats et contestations. La reconnaissance du syndicalisme a été, à la fois, la reconnaissance de l'existence d'une classe dans la société et la volonté d'en encadrer les révoltes et de l'empêcher de « révolutionner » le système.

Dans une période où les mobilisations sont plus ou moins défaits, la voie est étroite pour le syndicalisme. Ces défaits débouchent sur l'enregistrement de reculs sociaux, avec l'obligation de repartir de ce nouvel état des lieux pour construire les mobilisations. L'individualisation du rapport au travail rend encore plus difficile la construction de mobilisations collectives remettant en cause l'organisation du travail (souffrance au travail, discriminations...).

Des pistes sont ouvertes à partir

1 Antonio Gramsci, « Syndicats et conseils », 11 octobre 1919, https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1919/10/gramsci_19191011.htm

2 Antonio Gramsci, « Syndicalisme et conseils », 8 novembre 1919, https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1919/11/gramsci_19191108.htm

3 « Les formes de la délibération interprofessionnelle. Le sens du dialogue », Jean-Pascal Higelé, <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2012-2-p-85.htm>

4 « Une privatisation négociée. La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF », Adrien Thomas, L'Harmattan, 2006.

5 « Anthologie du syndicalisme français 1791-1968 », Jean Magniadas, René Mouriaux, André Narritsens, IHS CGT, Éditions Delga, 2012.

6 Sophie Bérout, « Pistes pour une lecture marxiste des enjeux syndicaux contemporains », revue Contretemps, n° 28, janvier 2016.

Nicaragua : aux racines de la crise

PAR TOMAS ANDINO MENCÍA

L'impressionnante mobilisation populaire qui se développe au Nicaragua, principalement sous l'impulsion de la jeunesse, a surpris le monde entier. Elle a débuté par le rejet victorieux d'une contre-réforme de la sécurité sociale et se poursuit en revendiquant la démission du gouvernement. Son coût est tragique, avec près d'une centaine de morts, plus de mille de blessés et des centaines d'emprisonnés, la destruction de centres d'étude et de travail, une activité économique semi-paralysée¹ (traduction, Jean-Philippe Divès).

Ces événements font l'objet de trois grandes interprétations : celle de la droite et de l'impérialisme US, celle du gouvernement nicaraguayen et celle de la gauche critique. Pour la droite et l'impérialisme, on serait en présence d'un gouvernement «socialiste» ou «de gauche», par définition dictatorial et ennemi de la démocratie. Mais si le gouvernement était socialiste, la propriété serait collective ou étatique. Or ce n'est pas le cas : la propriété privée capitaliste est omniprésente et le pays est aussi néolibéral que beaucoup d'autres en Amérique latine.

Le gouvernement nicaraguayen présente quant à lui le mouvement des jeunes nicaraguayens comme une conspiration de la CIA. Dans son discours du 21 avril, le président Daniel Ortega les a décrits comme de «petits groupes d'extrême droite» qui veulent «détruire la paix qui règne au Nicaragua». Son gouvernement serait ainsi victime d'une offensive bien orchestrée, similaire à celle des *guarimbas* (groupes de choc d'extrême droite) au Venezuela.

Notre interprétation n'a rien à voir avec celles qui précèdent. Nous sommes en fait en présence d'un mécontentement social très profond, qui s'est accumulé durant une décennie sur la base d'une somme de contradictions entre le gouvernement et le peuple, qui se sont développées du fait des décisions antipopulaires, dirigistes et dictatoriales du duo Ortega-Murillo.²

LA CONTEXTE DE LA CRISE EN COURS

On citera ici dix de ces contradictions.

1) La décision de faire construire le canal interocéanique par une entreprise chinoise, à un coût économique (50 milliards de dollars US) et social exorbitant, a provoqué un fort mécontentement parce qu'elle im-

plique la destruction de dizaines de communautés rurales, évidemment contre leur volonté, ainsi qu'un abandon de souveraineté territoriale au profit de cette entreprise pour une durée d'un siècle. De là a surgi un large mouvement paysan et populaire, qui est réprimé et vilipendé par le gouvernement, mais jusqu'à présent se maintient.

2) Au cours de cette période les surfaces vouées aux activités extractives, en particulier minières, ont doublé (de 12 à 22% du territoire), ce qui a provoqué d'importants conflits dans les campagnes et avec les mouvements environnementaux, eux aussi réprimés.

3) Le développement d'industries de monoculture tels que le palmier à huile ou la canne à sucre, tout comme la forte augmentation des activités d'élevage, font que les paysans disposent de moins en moins de terres.

4) Le désintérêt pour l'environnement, dont la dernière manifestation a été l'incurie gouvernementale face à l'incendie de la réserve d'Indio Maíz, a suscité des mobilisations de secteurs de la jeunesse.

5) La politique de contrôle étatique des associations, en particulier des droits humains et féministes [...] a exacerbé les tensions entre le gouvernement et la dite «société civile».

6) La réélection d'Ortega à un troisième mandat présidentiel consécutif, interdite par la Constitution mais qui a été imposée par le même mécanisme que celui utilisé par JOH³, à savoir un jugement de la Cour de suprême, a mis en évidence son autoritarisme.

7) Les accusations de fraude lors des deux derniers scrutins présidentiels, dans lesquels Ortega s'est imposé, ont eu le même effet.

8) La vice-présidente Rosario Murillo exerce un contrôle très strict sur les moyens de communication, qui est ressenti comme tel par les médias indépendants (Murillo est allée jusqu'à proposer de contrôler les réseaux sociaux).

9) La corruption générale des responsables publics, qui deviennent millionnaires du jour au lendemain alors que le pays traverse des difficultés économiques, est source de grand malaise. Cela va du couple présidentiel, accusé d'avoir indûment accumulé nombre de biens depuis la «piñata» négociée avec Arnaldo Alemán⁴ et d'administrer sans en rendre aucun compte quatre milliards de dollars de fonds de l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques), jusqu'à des cas tel que celui d'Orlando Castillo Guerrero, qui a détourné des millions depuis sa position de gérant d'aéroports.

10) Après une décennie de bonnes relations avec le gouvernement, une partie du patronat nicaraguayen, affiliée au puissant COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée), commence à se demander s'il est pertinent de maintenir son alliance avec le couple Ortega-Murillo – dont elle a grandement bénéficié. Ces patrons craignent en effet de perdre les faveurs de l'empire depuis que Trump a fait adopter le Nica-Act et commencé à prendre des sanctions contre des responsables publics nicaraguayens. Ils semblent pour l'instant en pleine période de réflexion.

Malgré tout, le Nicaragua jouit auprès des entreprises d'une bonne réputation, du fait de l'abondance de ses sources de travail et de l'absence corrélative de délinquance. *Les maquilas*⁵ migrent en nombre vers ce pays où le salaire ouvrier est parmi les plus bas d'Amérique centrale. Le Nicaragua a ainsi connu un fort développement capitaliste,



«Ortega y Somoza, la misma cosa» (Ortega et Somoza, la même chose) est devenu un slogan des manifestations étudiantes et populaires. Anastasio Somoza était le dictateur pro-impérialiste renversé par la révolution sandiniste de 1979. DR.

non équitable, dans le cadre duquel se sont accumulées d'importantes contradictions économiques et sociales, avec des habitants qui veulent avoir leur mot à dire mais ne le peuvent pas, ne sont pas pris au sérieux ou se retrouvent discriminés ou réprimés [...]

C'est dans ce contexte que s'est engagé le conflit sur la réforme de la sécurité sociale exigée par le FMI. Ce n'était pas la première réforme de ce type (il y en a eu une en 2013, qui a échoué), mais cette fois la différence résidait dans un climat caractérisé par un profond mécontentement, surtout chez les personnes nées après la révolution de 1979. La protestation a d'abord réuni ceux et celles qui étaient directement affectés, les retraité-e-s. Ont suivi les étudiant-e-s, puis d'autres secteurs de la population. Et finalement le patronat, après qu'il eut quitté les négociations menées sur cette question au sein de la commission tripartite.

L'IRRATIONALITÉ DE L'ARGUMENTATION OFFICIELLE

[...] L'affirmation selon laquelle les manifestations sociales seraient une «conspiration» visant à «déstabiliser» le gouvernement, ourdie par de petits groupes «d'extrême droite», est propre à un gouvernement dictatorial, incapable d'apporter des réponses rationnelles et utiles aux problèmes posés, et qui insulte l'intelligence du peuple. Même l'observateur le plus mal informé comprendra que le CIA ne peut disposer dans le pays d'autant d'agents infiltrés et stipendiés – tous ces retraités, travailleurs et étudiants qui au moment convenu s'en iraient en masse «déstabiliser» le gouvernement [...]

Cette stratégie est typique d'un gouvernement «progressiste» qui se retrouve acculé par son peuple: manipuler le sentiment anti-impérialiste des gens, qui éprouvent un

profond respect pour la révolution sandiniste de 1979, afin qu'ils en viennent à croire n'importe quelle affirmation prononcée sous l'autorité du «leader», Daniel Ortega. Ses affirmations vont jusqu'à l'absurde: par exemple, que les étudiants détruisent leurs propres universités, qu'ils se transforment en francs-tireurs pour abattre leurs propres camarades, qu'ils se torturent et se font disparaître eux-mêmes, qu'ils mettent le feu à des bâtiments publics pour pouvoir se discrediter eux-mêmes, etc. [...]

Ce qu'ils ne disent pas, c'est que la violence a été initialement déclenchée par des groupes à moto de la clientèle juvénile du gouvernement, qui est utilisée comme chair à canon contre d'autres jeunes, sous les yeux et grâce à la passivité des autorités policières. Et quand des jeunes se défendent face à ces groupes, ou que leur indignation éclate contre des symboles du pouvoir, ce dernier proclame alors que ses accusations ont été «démonstrées». Croient-ils s'adresser à des idiots? Par bonheur, la diffusion de la technologie cellulaire a permis de filmer des groupes chocs du gouvernement en train de perpétrer de tels actes. Certains camarades tendent à faire des comparaisons simplistes. Ils disent que le scénario est similaire à celui mis en place par les *gringos* (Etatsuniens) au Venezuela [...] Mais ce n'est pas le cas. Au Nicaragua, le mouvement a été autoconvoqué par des secteurs progressistes, principalement de la jeunesse universitaire comme cela a été signalé [...]

Voir les choses de ce point de vue permet d'expliquer plusieurs choses «étranges» s'agissant du gouvernement nicaraguayen. N'est-il pas étonnant que le gouvernement d'Ortega ait été le premier à reconnaître JOH et n'ait jamais élevé la voix contre sa répression du peuple hondurien? Ou qu'au cours des onze dernières années, le gouver-

nement étatsunien n'ait jamais «ennuyé» Ortega avec la moindre tentative sérieuse de «déstabilisation»? En comparaison, il a durant cette période fomenté des coups d'Etat au Venezuela, au Honduras ou au Paraguay. Mais bien que le Nicaragua soit un Etat beaucoup plus faible, il l'a laissé «tranquille».

L'explication réside dans la lune de miel maintenue pendant toute cette période avec le patronat national et international [...] et y compris avec le gouvernement putschiste de Pepe Lobo et JOH, ou encore avec la très réactionnaire Eglise catholique nicaraguayenne – d'où le slogan gouvernemental de «socialisme chrétien et solidaire».

Mais tout ceci appartient maintenant au passé. Le couple présidentiel affronte désormais l'hostilité de l'impérialisme, qui va chercher à domestiquer son gouvernement par des actions de boycott économique; le patronat national ou un secteur important de celui-ci vient de divorcer; et le pouvoir est activement rejeté par une bonne partie du peuple. Le cours que prendra le pays dépendra de la réponse du gouvernement au mouvement de contestation lancé par sa jeunesse et d'autres secteurs populaires, ainsi que de la capacité de ces derniers à conquérir de meilleures conditions démocratiques et sociales. Rien n'est joué et il est trop tôt pour dire ce qui pourrait se passer. Il n'y a cependant aucun doute qu'avec les mobilisations sociales de ces dernières semaines, qu'elles avancent ou qu'elles reculent, une nouvelle ère commence, dans laquelle un nouveau sujet historique s'est levé, sans crainte de prendre la parole et de décider de son propre sort. □

1 Ce texte en date du 22 avril 2018 a été publié deux jours plus tard sur le site qui est désormais celui de l'organisation brésilienne Resistência, courant du PSOL (<http://esquerdaonline.com.br>). L'auteur y est présenté comme un «militant révolutionnaire hondurien de longue date». Des coupes opérées pour des raisons de place sont signalées entre crochets.

2 Epouse de Daniel Ortega et comme lui dirigeante du FSLN (Front sandiniste de libération nationale), Rosario Murillo est depuis le 10 janvier 2017 la vice-présidente du pays.

3 JOH: Juan Orlando Hernández, le président du Honduras voisin, arrivé au pouvoir après le coup d'Etat militaire de 2009 – qu'il avait activement soutenu – contre le président légalement élu, Manuel Zelaya, qui avait eu le tort de vouloir consulter le peuple sur sa proposition de convocation d'une assemblée constituante.

4 Lorsqu'ils avaient dû quitter le pouvoir, après leur défaite aux élections de février 1990, une série de responsables sandinistes étaient partis avec une «piñata» (littéralement, panier de friandises), composée notamment de propriétés immobilières qu'ils s'étaient accaparés; dans le cas d'Ortega, pas moins de douze appartements ou maisons situés dans le quartier chic de Managua. Lorsqu'elle avait été connue, l'affaire avait fait scandale. Afin d'éviter d'inutiles complications (après tout, au gouvernement tout le monde «profite...»), le président de droite Arnoldo Alemán (1997-2002) avait cependant fait légaliser l'ensemble de ces «biens acquis».

5 Usines ou ateliers d'assemblage qui produisent pour l'exportation avec des exemptions d'impôts.

ETATS-UNIS

La révolte des enseignants

PAR RÉGINE VINON

Exaspérés par des budgets réduits à la portion congrue et par des salaires misérables, les enseignant-e-s de l'école publique ont fait ou font grève et manifestent dans une bonne partie du pays. Partie de Virginie Occidentale en février, la vague a progressé vers l'Oklahoma et le Kentucky, pour atteindre l'Arizona et le Colorado, puis la Caroline du Nord. Et des acquis non négligeables ont d'ores et déjà été engrangés.

Il faut dire que les coupes dans les budgets de l'Education publique ont été drastiques aux Etats-Unis depuis la crise de 2008. Elles ont été particulièrement brutales dans certains Etats, dont ceux qui sont aujourd'hui en mouvement. Dans ce pays, ce sont les différents Etats et collectivités locales qui financent l'éducation, le gouvernement fédéral n'intervenant que pour des subventions ciblées, comme pour les enfants handicapés par exemple.

Les salaires des enseignant-e-s et de tout le personnel attaché à l'éducation, les budgets alloués aux écoles ont fondu depuis dix ans. Les écoles publiques ont été sacrifiées au profit des plus riches, bénéficiaires des baisses d'impôt pratiquées à grande échelle depuis des années.

Avec le soutien actif du gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats dominés par les Républicains suivent en outre une politique de privatisation de l'éducation; les coupes dans le service public servent non seulement à décourager de l'enseignement public, mais aussi à financer des systèmes de bons scolaires («vouchers») qui sont remis aux familles souhaitant envoyer leurs enfants dans le privé.

L'état des écoles publiques est un véritable marqueur des inégalités grandissantes aux Etats-Unis: d'un côté des campus ultra-modernes et bien équipés dans les beaux quartiers, de l'autre, dans les régions et quartiers délaissés, des écoles qui manquent de tout, et pour les personnels des salaires qui ne permettent pas de joindre les deux bouts.

Ces grèves massives, déterminées et populaires, sont un phénomène particulièrement marquant dans ce pays qui encadre fortement le droit de grève, no-

tamment parmi les personnels travaillant pour le secteur public.

AU DÉBUT, LA VIRGINIE OCCIDENTALE

C'est dans cet Etat que tout a commencé. Du 22 février au 3 mars, une grève des enseignant-e-s a immobilisé toutes les écoles de l'Etat, dans ses 55 comtés. Le mouvement a montré une force incroyable, tout à fait inhabituelle dans le pays. Trente mille enseignants et personnels scolaires ont participé au combat. Dans cet Etat où il est interdit de discuter collectivement des dispositions sociales, les enseignants ont décidé de se faire entendre tous ensemble. Ils ont réussi au-delà de leurs espérances, et leur exemple a été suivi depuis dans plusieurs autres Etats, où leurs collègues se sont dit: ils y sont arrivés, pourquoi pas nous?

En Virginie Occidentale, le salaire moyen des enseignant-e-s est l'un des moins élevés du pays, 34 000 dollars annuels pour un salaire moyen national de 58 000 dollars, au point que de nombreux profs sont contraints d'avoir des petits boulots à côté pour boucler leurs fins de mois. On retrouve ce scénario dans la plupart des Etats qui leur ont emboîté le pas. Sur cette base misérable, les autorités voulaient augmenter les cotisations santé des personnels de 300 dollars mensuels en 2019.

Dans cet Etat ravagé par la crise de 2008, de nombreux habitants sont pauvres et les enfants dépendants des repas scolaires, qui constituent souvent leur seul repas chaud de la journée. Anticipant la grève, les enseignant-e-s avaient récolté de la nourriture pour leurs élèves. Pendant le mouvement, ils et elles ont mis en place des distributions de bons permettant aux familles de recevoir des colis de nourriture, certain-e-s allant en personne distribuer des aliments aux domiciles des élèves.

Les enseignant-e-s se sont adressés aux parents pour leur expliquer les raisons de leur grève. A la suite de ces discussions, de nombreux salariés et parents de l'Etat ont rejoint les manifestations. Si bien qu'au deuxième jour de la grève, le gouverneur annonçait qu'il avait miraculeusement trouvé de l'argent et se mettait d'accord avec les dirigeants syndicaux pour une augmentation de 5% – étendue à tous les travailleurs des services publics de l'Etat. Il acceptait aussi de repousser les coupes envisagées dans les remboursements de l'assurance santé. Attendant de voir ce que valaient les déclarations des politiques, les enseignant-e-s ont cependant continué leur mouvement jusqu'à ce que l'accord soit formalisé dans la loi.

En Virginie Occidentale comme dans tout le pays, les syndicats se sont affaiblis au fil des ans. Cette situation explique que des militants syndicaux de base aient pu accéder plus facilement à des positions de responsabilité. On trouve parmi eux de nombreux dirigeants des grèves actuelles. Le fait de devenir des élus syndicaux leur a permis de s'appuyer sur une série de structures syndicales pour s'organiser et se coordonner, et trouver ainsi la force de surmonter les hésitations des dirigeants officiels. Les enseignant-e-s se sont globalement organisés indépendamment de ces derniers.

Une page Facebook a d'abord été mise en place pour discuter de comment s'organiser, 20 000 personnes rejoignant très rapidement ce groupe. Les enseignant-e-s n'ont pas suivi les conseils de leurs dirigeants syndicaux, qui proposaient que la grève soit tournante, quelques écoles à la fois devant être fermées, un comté après



l'autre. Les militants de base n'étaient pas d'accord : une grève doit être totale ou n'a pas de raison d'être, dirent-ils. Cette détermination et la préparation de la grève en amont ont pris au dépourvu les responsables politiques et les bureaucrates syndicaux.

Les enseignant-e-s l'ont emporté pour plusieurs raisons : ils et elles se sont organisés au niveau local, ce qui permettait que toutes et tous puissent décider en commun au jour le jour, ont contrôlé leurs dirigeants du début à la fin, et se sont adressés suffisamment tôt aux parents d'élèves pour obtenir un large soutien populaire.

L'exemple de la Virginie Occidentale a fait tache d'huile dans plusieurs Etats du centre et du sud, victimes des mêmes problèmes. Le sens de l'organisation montré par les enseignants les a aidés à prendre leurs affaires en main dans d'autres régions. C'était cela le frein principal aux luttes, car du point de vue des raisons de la colère, il y en avait plus que nécessaire.

BUDGETS EN BERNE, SALAIRES AU PLUS BAS

On l'a vu plus haut, du fait de leurs très bas salaires de nombreux enseignants sont obligés d'avoir à côté un deuxième, voire un troisième emploi. Ainsi, certains sont en outre chauffeurs pour Uber, agents immobiliers, caissiers dans un supermarché Walmart, livreurs de pizzas. Ils donnent aussi des cours en ligne aux enfants de riches familles chinoises, pour lesquels ils sont payés trois fois leur salaire !

Dans l'Oklahoma, l'Etat sacrifie également ses services publics, misant tout sur l'extraction pétrolière. Le budget des écoles publiques a été saigné de 30% en dix ans. Les écoles ferment un jour par semaine afin de réduire leurs coûts. Les enseignant-e-s prennent sur leurs propres deniers pour pallier l'incurie de l'Etat. Ils et elles achètent du matériel comme des lampes, des livres, des objets de décoration. L'une d'entre elles témoigne dans Médiapart qu'elle dépense 100 dollars par mois pour sa classe en achats divers et variés, afin d'améliorer les conditions d'enseignement. Une professeure de biologie indique qu'elle a perdu 40 000 dollars par an lorsqu'elle a déménagé de l'Illinois vers l'Oklahoma afin de suivre son mari. C'est dire le niveau lamentable des salaires dans cet Etat, qui

détient le record des rémunérations les plus basses, cinquantième sur cinquante. Dans le Kentucky, c'est une attaque contre les retraites des employés du public, une de plus dans la longue liste des atteintes envers ce secteur, qui a déclenché le mouvement. Les reculs en question avaient été votés subrepticement dans une loi concernant... les réseaux des égouts ! Cet Etat, gagné par les Républicains un an avant l'élection de Trump, s'est attaqué depuis à tout ce qui peut ressembler à un service public : coupes claires dans les salaires, développement d'écoles privées sous contrat et « charter schools », des écoles à financement public qui doivent appliquer les programmes locaux et afficher des moyennes aux tests aux moins égales à celle de leur district, mais qui sont gérées de manière autonome. A quoi il faut ajouter des restrictions au droit de grève et ces attaques contre les retraité-e-s qui allaient perdre le rattrapage de leurs pensions par rapport à l'inflation, tandis que les salarié-e-s en poste devaient voir augmenté leur âge de départ en retraite.

En Arizona comme dans d'autres Etats, les classes sont surchargées, les bureaux cassés et non remplacés, les plafonds menacent de s'effondrer. Il manque des chaises mais pas de rongeurs qui envahissent les écoles, le matériel est hors d'âge et les bus scolaires ne sont pas équipés en air conditionné. Une des cartes affichées dans une classe indique encore l'Union Soviétique, des manuels parlent toujours du président George W. Bush. Depuis 2010, compte tenu de l'inflation, les salaires ont perdu 10% alors qu'auparavant ils se situaient déjà tout en bas de l'échelle ; ils accusent désormais un retard de 12 000 dollars sur la moyenne nationale.

L'investissement annuel de l'Etat dans l'éducation publique est inférieur de plus d'un milliard de dollars à ce qu'il était avant 2008. Ces coupes sont allées de pair avec la plus grande offensive de privatisation connue dans le pays. Les aides au privé sont fortement encouragées par la ministre fédérale de l'Education, la milliardaire Betsy DeVos, qui a consacré une bonne partie de sa carrière à la cause de la privatisation de l'éducation. Environ 17% des élèves d'Arizona fréquentent aujourd'hui une école privée sous contrat, plus de trois fois la moyenne nationale.

Une conséquence en est une reprise de la ségrégation : alors que 44% des étudiants de l'Etat sont latino-américains, ils représentent seulement 36% des étudiants du privé. En parallèle, les baisses d'impôt ont favorisé les super-riches : 74% des entre-

prises de l'Etat ne paient chaque année que 50 dollars ou moins, et au total elles verseront 949 millions de moins en 2019 par rapport à 2007. Les plus pauvres paient 12,50 dollars d'impôts et taxes locales pour chaque 100 dollars gagnés, comparés aux 5,70 dollars versés par les millionnaires, rapporte le site Socialist Worker.

DES AVANCÉES RAPIDES

En Virginie Occidentale, les enseignants et les autres personnels des écoles ont rapidement obtenu une hausse de 5% de leurs salaires.

En Oklahoma, les pouvoirs publics ont reculé avant même la grève. Devant la force des réunions des enseignants et des personnels éducatifs qui se tenaient pour préparer un mouvement, le gouverneur a concédé 400 millions de dollars, affectés à

« En lutte pour l'avenir de nos enfants ». Ici à Frankfort, la capitale de l'Etat du Kentucky. DR.



une augmentation de 6000 dollars annuels pour les enseignants et de 1250 dollars pour le reste du personnel scolaire. 70 millions de dollars ont en outre été débloqués pour le service public d'éducation. Malgré cela, les salarié-e-s ont poursuivi la grève pendant quinze jours, sans obtenir cependant l'augmentation demandée de 10 000 dollars sur trois ans et de 5000 dollars annuels pour les personnels non enseignants. Le syndicat les avait entretemps lâchés, c'est une des raisons pour lesquelles ils ont repris le travail. Mais bien sûr, ils ont obtenu beaucoup.

Au Colorado, les manifestations de profs ont imposé un recul du pouvoir sur la hausse programmée de leurs cotisations santé, mais d'autres actions restent prévues. En Arizona, la seule menace de grève a suffi à arracher une promesse d'augmentation de 20%.

S'ORGANISER À LA BASE. L'EXEMPLE DE L'ARIZONA

Les syndicats étatsuniens sont encore plus mous et paralysés qu'en France. Depuis, dix ans, ils ont laissé passer toutes les attaques contre l'éducation. Le fait de s'organiser indépendamment d'eux a donc été une nécessité pour ceux et celles qui voulaient se battre et pour qui «trop, c'est trop», selon un slogan souvent repris dans les rassemblements. Cela a souvent commencé par une page Facebook, rapide-

ils et elles sont entrés en contact avec les leaders de Virginie pour leur demander des conseils sur la façon de s'organiser. Il semble que les militant-e-s de l'Arizona aient dépassé leur maître, en préparant leur mouvement pendant deux mois, avec une série de tests afin de vérifier l'implication de leurs collègues.

Dans un premier temps, il leur a été conseillé de s'habiller en rouge, pour entrer dans le cadre du mouvement «Red for Ed» (en rouge pour l'éducation¹) lancé en Virginie Occidentale – ce qu'ils et elles ont fait à partir du 7 mars et les vendredis suivants –, puis de placer des marques rouges sur leurs véhicules et leurs maisons. Cela peut sembler modeste, «mais a aidé à dépasser la peur et à se sentir moins isolés», affirment les leaders du mouvement. Si vous n'avez pas la confiance de mener de petites

la grève. Sur plus de 57 000 votants, 78% se sont prononcés pour la grève. Munis d'un mandat clair pour l'action, les dirigeants du mouvement ont annoncé que la grève commencerait le 26 avril.

Ce jour-là, d'après la presse étatsunienne, plus de 850 000 écoliers et lycéens d'Arizona n'ont pas eu cours. Selon un sondage, 63% de l'ensemble de la population soutenait le mouvement – pas mal pour un bastion du conservatisme. Significatif aussi est le fait qu'il n'y ait pas eu d'hostilité des syndicats officiels, qui ont au contraire exprimé un soutien.

Le 12 avril, le gouverneur républicain de l'Arizona, Doug Ducey, avait appelé le congrès de l'Etat à voter une hausse «méritée» de 20% des salaires des enseignants d'ici à 2020 et une augmentation des financements pour l'éducation de 371 millions de dollars à l'horizon 2023. Alors que deux jours auparavant, il ne proposait que 34 millions de budget supplémentaire et 1% d'augmentation des salaires.

Pourquoi un tel changement d'avis? Le 11 avril, plus de 100 000 éducatrices, parents, élèves et membres de la communauté éducative avaient participé à plus de 1000 rassemblements devant les écoles, pour discuter collectivement des choix et formes de lutte mises en place par les enseignants de l'Etat. A la fin du rassemblement, les participants étaient entrés lentement dans les écoles, en se tenant par la main par groupes de trois ou quatre. C'est à la suite de ces actions que le gouverneur a annoncé ses mesures. Les manifestant-e-s ne sont cependant pas satisfaits de ces promesses, d'autant que les mesures annoncées ne concernaient que les enseignant-e-s et non tout le personnel éducatif, et qu'il n'y avait pas de nouveaux fonds débloqués, ceux-ci devant être pris ailleurs, ce qui pouvait avoir des conséquences négatives dans d'autres secteurs.

La grève commencée le 26 avril a pris fin le 3 mai, après que la Chambre des représentants de l'Etat eut voté une augmentation immédiate des salaires de 10%, auxquels s'ajoutent 5% en 2019 et 5% en 2020, ainsi qu'une augmentation immédiate des fonds destinés à l'enseignement public de 400 millions de dollars – avec une promesse de revenir dès 2020 au niveau pré-récession du budget de 2008.



ment rejointe par des milliers de salariés du secteur – par exemple, 36 000 au Kentucky.

L'exemple de l'Arizona est particulièrement éclairant. Cet Etat, au contraire de la Virginie occidentale et de l'Oklahoma, n'avait jamais connu de grève enseignante touchant tout l'Etat. Menés par un groupe dynamique de militants de base, Arizona Educators United (AEU), des dizaines de milliers de salarié-e-s ont réussi à s'organiser en moins de deux mois. Dès que certain-e-s militant-e-s ont décidé de s'y mettre à la suite de la Virginie Occidentale,

actions, comment feriez vous pour en mener une grande? expliquaient-ils. La mobilisation suivante a été un rassemblement de quelques milliers devant le Capitole (siège de la législature, à Phoenix), revendiquant une augmentation de 20%, la restauration du milliard perdu depuis 2008 et un gel des réductions d'impôts. Des réseaux ont été organisés dans chaque école. Le 11 avril, plus de 110 000 éducatrices et éducatrices, parents et élèves ont participé à des rassemblements à travers l'Arizona. Le 15 avril, les enseignant-e-s ont été appelés à voter au niveau de l'Etat en faveur de

CE N'EST QU'UN DÉBUT ?

Cette profession est aux Etats-Unis très majoritairement féminine et dans le mouvement de masse que l'on a vu se développer et qui se poursuit, un Etat après l'autre, les femmes jouent naturellement un rôle de tout premier plan. En ce sens, comme de nombreuses auteures l'ont signalé, la mobilisation enseignante ne s'explique pas en dehors du mouvement national de révolte anti-Trump dont les marches des femmes de janvier 2017 et 2018 ont jusqu'à présent représenté l'expression la plus massive et spectaculaire.

Un autre aspect notable est l'implication de nombreux jeunes, radicalisés par le mouvement Black Lives Matter puis par celui dénonçant, après la tuerie de Parkland en février dernier, la prolifération des armes à feu. Des élèves et étudiants, notamment de couleur, ont scandé « Virginie occidentale, Oklahoma, Arizona et Kentucky, ne

mionneur lors d'une des manifestations, « le combat ne fait que commencer, nous sommes un mouvement très actif. Comme vous le voyez les enseignant-e-s ont vraiment organisé leur mouvement ». En Virginie Occidentale notamment, ce ne sont pas seulement les enseignant-e-s qui se sont mis en grève, mais l'ensemble des salarié-e-s de la communauté éducative. C'est notamment la grève des conducteurs des bus scolaires qui a poussé les directeurs à décider de la fermeture de toutes les écoles de l'Etat.

Jusqu'à présent, la révolte des enseignant-e-s a gagné des Etats gouvernés essentiellement par les Républicains (les majorités étant partagées au Colorado entre les deux grands partis, selon les postes et instances électives, tandis qu'en Caroline du Nord le gouverneur démocrate doit composer avec un congrès très nettement républicain). Pour beaucoup, il s'agit aussi d'Etats largement ruraux, dont la population est très majoritairement blanche et comporte en son sein une forte proportion se

et les blocages des salaires des personnels concernent également les Etats dirigés par les Démocrates. Ainsi, une enseignante de New York sera certes bien mieux payée que sa consœur de l'Oklahoma, mais pas au point de gagner deux fois plus, alors même que le coût de la vie est deux fois plus élevé sur le territoire de la « Grosse pomme ». Pourquoi la mobilisation ne s'est-elle pas, à ce stade, étendue aux régions les plus urbanisées et où le mouvement ouvrier et syndical reste le plus présent ? Les directions des syndicats enseignants, liées au parti Démocrate et qui finissent toujours par soutenir ses élus, jouent à l'évidence un grand rôle pour cela. Ce sera peut-être le prochain verrou à sauter.

Quoi qu'il en soit les grévistes, les militant-e-s à travers tout le pays ont d'ores et déjà pu tirer de nombreuses leçons. Ils et elles ont renoué avec les traditions de la grève, et ont pu constater qu'il n'y avait pas de meilleur moyen de gagner que d'arrêter le travail à 100%. Ils et elles ont compris que pour mener une



coupez pas, financez, et les vies noires comptent». Une nouvelle génération se politise à grande vitesse depuis l'accession au pouvoir de Trump et toutes les mesures prises par son administration en faveur des plus riches.

Un autre caractère commun à ces protestations est le fait que les enseignant-e-s soient loin d'être seuls dans leur lutte. Ils et elles ont réussi à s'attirer le soutien d'autres travailleurs, de parents et de jeunes, à qui ils ont redonné de l'espoir. Comme le disait un ca-

revendiquant évangéliste; autrement dit, des Etats du sud et du centre qui sont considérés comme des bastions de la réaction, et où les Républicains ont appliqué les mesures les plus dures contre le service public d'éducation.

Mais les coupes budgétaires qui détériorent globalement l'enseignement public et qui entraînent une nouvelle ségrégation entre quartiers pauvres (aux fortes proportions d'habitant-e-s Noirs et Latinos) et riches (pour l'essentiel, Blancs), les mesures favorables au privé

lutte victorieuse, il ne suffit pas de protestations massives, de grandes manifestations, voire de nombreux abonnés à une page Facebook, mais qu'il est nécessaire d'arrêter le travail. Et dans ce cadre, de s'organiser à la base et de recueillir le soutien d'autres salarié-e-s, touchés eux et elles aussi par les politiques d'austérité qui s'enchaînent depuis des années. □

1 Les Etats où le mouvement s'est développé sont très majoritairement dominés par le parti Républicain, dont la couleur est le rouge (celle des Démocrates étant le bleu), mais bien sûr le rouge est également porteur d'autres signifiants...

68 en France et dans le monde

PAR HENRI WILNO

A en croire un certain nombre d'« anciens combattants » et les analyses déversées par les médias, Mai 68 aurait été une sorte de nettoyage de printemps du capitalisme. Eh bien non ! 68 dans le monde a été un immense mouvement de révolte contre une société oppressive et exploiteuse, et le 68 français a vu en outre la plus grande grève générale de l'histoire de ce pays.

Le 18 janvier 1968, la grève commence dans l'usine Saviem à Caen, puis s'étend aux entreprises de l'agglomération. Le 24 janvier, le préfet envoie les gendarmes mobiles déloger dans la nuit les piquets de grève. Les ouvriers décident de demander des comptes et de marcher sur Caen. Face aux « forces de l'ordre », les plus jeunes grévistes sortent de leurs poches des boulons et commencent à les lancer.

Depuis quatre ans, les Etats-Unis bombardent le Vietnam. En 1968, 500 000 soldats américains sont sur place pour soutenir le régime anticommuniste du Sud. Les 30 et 31 janvier (au moment de la fête du Têt), le Front national de libération lance par surprise une offensive contre une centaine de villes.

« *I am a man* » (je suis un homme) : le 12 février 1968, 1300 travailleurs du service de la voirie de Memphis, noirs dans leur quasi totalité, se mettent en grève pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat. Martin Luther King vient les soutenir ; le 4 avril, il est assassiné.

La solidarité avec le Vietnam galvanise la jeunesse du monde (en France, elle fait suite au soutien à l'indépendance algérienne qui a radicalisé des franges militantes et permis de tisser des liens au-delà des appartenances organisationnelles). Le 18 février, à l'appel de l'organisation étudiante SDS, des milliers de manifestants venus de toute l'Europe se rassemblent à Berlin, notamment une importante délégation française emmenée par la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) et les ESU (étudiants du PSU). Le 11 avril, Rudi Dutschke, dirigeant du SDS est grièvement blessé par balle.

En France, les étudiants se mobilisent depuis la rentrée 1967 contre le plan Fouchet de sélection à l'université. Par ail-

leurs, un mouvement a démarré dans plusieurs résidences universitaires contre les conditions de vie et des règlements intérieurs archaïques. L'université de Nanterre est à la pointe du mouvement. La police y intervient. Xavier Langlade, étudiant à Nanterre et militant de la JCR, est arrêté suite à une action contre la guerre au Vietnam devant l'American Express ; le 22 mars, un meeting de solidarité pour sa libération et le droit à l'expression politique à l'université est organisé à Nanterre.

1968 fut d'abord un mouvement international et une révolte contre l'ordre de Yalta, dans lequel la bourgeoisie capitaliste d'un côté, les bureaucraties héritières du stalinisme de l'autre, se partageaient le monde pour exploiter et opprimer.

A l'Est, Pologne, Yougoslavie et Tchécoslovaquie voient émerger les aspirations populaires à un socialisme autre que sa caricature stalinienne. Dans leur « Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais », Kuron et Modzelewski dénoncent le « socialisme des directeurs » et soulignent que « *la révolution antibureaucratique est l'alliée naturelle du mouvement révolutionnaire dans le monde* ». A l'Ouest, l'impérialisme américain a soutenu le coup d'Etat des colonels grecs en avril 1967, intervient à sa guise en Amérique latine, fait de la Corée du sud soumise à la dictature et du Japon des bases arrières de son intervention au Vietnam.

LES MYSTIFICATEURS

Après d'autres, Sarkozy a fait un cheval de bataille de la critique réactionnaire de Mai 68 : « *je propose aux Français de rompre radicalement avec l'esprit, avec les comportements, avec les idées de Mai 68* » (discours du 27 avril 2007). Depuis la fin des années 1970, il est par ailleurs habituel de voir réduits « les événements » au geste d'une

« génération », et d'expliquer que le terrain a été ainsi déblayé pour la modernisation de la société et de l'économie, la libération de l'individu...

L'historienne Kristin Ross souligne que 68 est ainsi réduit à une « *histoire officielle (...) qui affirme que la société capitaliste d'aujourd'hui, bien loin de symboliser le déraillement ou l'échec des aspirations du mouvement de Mai, représente au contraire l'accomplissement de ses aspirations les plus profondes* ». ¹ Les tenants de cette lecture se divisent en deux camps, ceux qui s'en félicitent bruyamment et ceux qui semblent le regretter. Parmi les premiers, on trouve ceux que Guy Hocquenghem dénonçait en 1986 comme les « *ex-gauchos, ex-contestataires, ex-révoltés, ex-marxis toujours en divorce de Mai 68* » ², et dont on se contentera de citer les deux macroniens en vogue, Cohn-Bendit et Goupil. Mais il y a aussi ceux qui semblent le regretter. Comme Régis Debray et, dans un genre plus frelaté, le philosophe réactionnaire Jean-Claude Michéa. Dès 1978, Debray qualifiait Mai de « *contre-révolution réussie* » et écrivait que « *Mai 68 est le berceau de la nouvelle société bourgeoise* » car « *la bourgeoisie se trouvait politiquement et idéologiquement en retard sur la logique de son propre développement économique* ». ³

Kristin Ross dénonce à juste titre cette opération de substitution qui s'appuie sur un Mai dont le projet se réduirait à quelques graffitis sur les murs et à un déroulement exclusivement parisien. Elle démonte point par point l'argumentation qui oublie la grève ouvrière et le fait qu'elle se soit prolongée à travers tout le territoire au moins trois semaines après le fameux protocole de Grenelle du 27 mai.



Ce même «récit» jette aux oubliettes les centaines de blessés hospitalisés et les cinq morts au moins⁴ du côté des participants au mouvement, dont Gilles Tautin à Renault-Flins et deux ouvriers de Peugeot-Sochaux, Pierre Beylot et Henri Blanchet. A ce propos, l'historienne Ludvine Bantigny⁵ relativise l'«humanisme» du préfet de police de Paris, Maurice Grimaud, dont la lettre aux policiers (du 29 mai, soit près d'un mois après le début des affrontements) n'a nullement mis fin aux brutalités policières.

68 en France et dans le monde fut un mouvement de protestation contre l'ordre ancien dans toutes ses dimensions, exploiteuses et oppressives. Certes, il y eut des particularités nationales. La brèche du 68 tchécoslovaque a été ouverte par la crise économique, les contradictions de la bureaucratie et la force des jeunes et des travailleurs. Le 68 américain, qui a eu de fortes dimensions culturelles, a été marqué par la lutte des Afro-américains (qui eurent des dizaines de morts durant les émeutes consécutives à l'assassinat de Martin Luther King) et la guerre du Vietnam. On pourrait multiplier les exemples.

LA SPÉCIFICITÉ DU 68 FRANÇAIS

Ce qui fait la spécificité du 68 français (et également de l'Italie) est la jonction du mouvement étudiant et de la grève ouvrière. En mai-juin 1968, la grève générale se construit et diffuse par la base, sans mot d'ordre national ni constitution d'un Comité central de grève comme en novembre 1947. Lors d'un colloque organisé par la CGT en mai 1978, les dirigeants confédéraux, René Buhl et Georges Séguy, ont justifié cette démarche par une volonté démocratique. René Buhl déclarait ainsi que «non, il n'y a pas eu de mot d'ordre national, les décisions du bureau confédéral et du CCN de la CGT ont été fondées sur le choix d'un processus démocratique, laissant aux travailleurs le soin de décider avec leurs organisations syndicales. C'est le même processus qui a été mis en œuvre pour la reprise du travail». Ce à quoi il est possible de répondre: «cette soudaine humilité antibureaucratique est comode. Laisant aux travailleurs et à leurs organisations syndicales la responsabilité de l'initiative locale, elle laisse aussi aux directions nationales les mains libres pour conduire à leur gré les négociations.»⁶

C'est ce qui s'est effectivement produit au cours de discussions de près de 64 heures où la délégation de la CGT posait des «préalables» (abrogation des ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale, échelle mobile des salaires...) avant d'y renoncer (l'abrogation des ordonnances devient ainsi un «engagement» gouvernemental à une discussion au parlement...). L'aboutissement est un document sans titre dont les points forts sont la hausse du SMIG et la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise. Le gouvernement le considère comme une victoire. Outre que peu avait été cédé, ainsi que l'écrivait Edouard Balladur (alors membre du cabinet du Premier ministre, Pompidou): «la France entière constate que le Premier ministre était parvenu à trouver des interlocuteurs, les avait réunis, avait su s'entendre avec eux; c'était un fait accompli, la preuve que le gouvernement était encore en vie, que les syndicats reconnaissent son existence et acceptaient son autorité»⁷.

La CGT confédérale présente de manière positive le résultat des négociations et se trouve confrontée au refus des grévistes (en premier lieu à Billancourt); les grèves continuent. Les négociations aussi: le 28 juin s'ouvrent des discussions sur la Fonction publique (Pompidou avait obtenu que les pourparlers de Grenelle ne la concernent pas), conclues le 2 juin par un relevé de conclusions.

UNE REPRISE N'AYANT RIEN DE SPONTANÉ

Le pouvoir reprend la main sur le terrain politique avec l'annonce par De Gaulle, le 30 mai, de la dissolution de l'Assemblée et de l'organisation d'élections législatives. Immédiatement, le PCF annonce qu'il y participera. *L'Humanité* du 6 juin titre «Reprise victorieuse du travail dans l'unité». Dans ce contexte, la CFDT confédérale ne sait pas vraiment ce qu'elle veut, parcourue d'orientations différentes, oscillant et partagée entre mouvementisme, espoir dans la gauche non communiste, méfiance vis-à-vis du PCF et défense (surtout à la base) des revendications (ce qui la fait apparaître comme plus radicale que la CGT dans les entreprises). Quant à la direction de la CGT, elle suit le PCF et tente d'organiser le reflux du mouvement. Lors du Comité confédéral national du 13 juin, Georges Séguy parle de la grève au passé alors qu'elle se poursuit dans bon nombre d'entreprises.⁸ La dénonciation anti-gauchiste redouble et le 11 juin, le décret de dissolution des organisations révolutionnaires ne suscite pas



Pendant la grève générale, à Renault-Billancourt. DR.

la moindre protestation du PCF et de la CGT.

Le pouvoir, quant à lui, s'organise. Le 21 mai, à Paris, les véhicules de la voirie sont débloqués et l'armée prend en charge le ramassage des ordures. Le 31 mai, les piquets sont évacués devant les dépôts pétroliers, armée et police escortant les camions citernes. L'armée organise un service postal. Les directions d'entreprise tentent de passer à l'offensive au nom de la «liberté du travail» et prétendent organiser des votes sur la reprise dans le dos des syndicats. Début juin, la police intervient à Flins et à Peugeot-Sochaux. Pourtant, la mobilisation continue, chez les travailleurs comme chez les étudiants (diverses initiatives communes sont organisées). La grève se poursuit, entreprise par entreprise, et permet aux salariés d'arracher des concessions supplémentaires non négligeables.

ALLER PLUS LOIN ?

Une dernière question se pose pour ce 68 français: était-il possible d'aller plus loin? Dans un article récent, Isaac Johsua souligne que «l'enjeu» de 68 était avant tout l'ébranlement d'un pouvoir et d'une société archaïques. Pour lui, les limites du mouvement renvoient largement à l'hétérogénéité entre les aspirations des étudiants, futurs techniciens et cadres, et la réalité de la «classe ouvrière traditionnelle (...) forgée et éduquée par le despotisme d'usine. Cette classe ouvrière, qui s'est affirmée pendant le mouvement de mai-juin comme l'opposant le plus formidable à la bourgeoisie était aussi, en quelque sorte, le symétrique de la société d'ordre que combattait le mouvement. D'où, une incompréhension



sion qui ne découlait pas seulement de la prégnance du PCF ou de problèmes de langage.»⁹

On peut discuter de cette vision de la classe ouvrière, de ses aspirations et de sa politisation, mais une telle représentation de Mai 68 fait surtout largement abstraction de la politique et des orientations en présence (en premier lieu, celle de la force hégémonique au sein de la classe ouvrière, le PCF). Si tout n'était pas possible, « d'emblée l'action des responsables politiques et syndicaux visait à limiter les potentialités du mouvement au lieu de les développer (...) En 1968, le mouvement était assez puissant pour qu'il fût possible de s'engager dans une autre voie, d'explorer d'autres horizons. Ceux qui, à différents titres, eurent les responsabilités décisives, refusèrent de tenter ces possibles ».¹⁰ Accepter d'emblée les élections, pousser à

la reprise du travail n'était pas une obligation. Quels autres enchaînements politiques et sociaux auraient pu en résulter, nul ne le sait : « l'action politique révolutionnaire ne suit pas une route droite dont les étapes et le terme sont connus d'avance. » □

- 1 « Mai 68 et ses vies ultérieures », Agone, 2010.
- 2 « Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col mao au Rotary », Agone, réédition 2014.
- 3 « La démocratisation du narcissisme », L'Express, propos recueillis par Christian Makarian, publié le 07/05/2008.
- 4 Alain Delache et Gilles Ragache, « La France de 68 », Seuil, 1978. Pour sa part, l'historienne Michelle Zancarini-Fournel décompte 7 décès.
- 5 Ludvine Bantigny, « 1968. De grands soirs en petits matins », Seuil, 2018.
- 6 Daniel Bensaïd et Alain Krivine « 1968, fins et suites », La Brèche, 2008.
- 7 Emmanuelle Giry, in « 68, les archives du pouvoir. Chroniques inédites d'un Etat face à la crise », L'Iconoclaste, 2018.
- 8 Xavier Vigna, « L'insubordination ouvrière dans les années 68 », Presses universitaires de Rennes, 2007.
- 9 « Mai 68. Cinquante ans déjà... Quelques éléments d'analyse », Contretemps n° 37, mai 2018.
- 10 Daniel Bensaïd et Alain Krivine, op. cit.

De la révolte étudiante à la grève générale

PAR YANN CÉZARD

22 mars

Des étudiants occupent les locaux de la direction de la fac de Nanterre : ils exigent la libération d'un étudiant arrêté et le droit à l'expression politique.

3 mai

« Libérez nos camarades. » Dans L'Humanité, George Marchais dénonce l'« anarchiste allemand » Cohn-Bendit. Meeting de solidarité à la Sorbonne avec les étudiants réprimés de Nanterre. La police intervient et arrête des dizaines d'étudiants. Manifestation et affrontements avec la police.

Semaine du lundi 6 mai

« CRS, SS ! » Le slogan de 1948 (quand le « socialiste » Jules Moch avait fait réprimer la grève des mineurs avec une extrême violence) réapparaît. Manifestations étudiantes, répression policière... et barricades dans le Quartier latin. Le 10 mai, la « nuit des barricades » crée un choc dans tout le pays.

13 mai

De Gaulle est au pouvoir depuis dix ans. Grève générale contre la répression, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN et de l'UNEF. Manifestations monstres dans tout le pays, aux cris de « Dix ans ça suffit ! »

14, 15, 16 mai...

Sud-Aviation Nantes, Renault Cléon, Flins et Billancourt, SNCF, RATP... Les unes après les autres, de grandes usines et entreprises entrent en grève. Sans aucun appel à la grève générale des syndicats.

20 mai

La grève est devenue à peu près générale. Dix millions de grévistes.

25-26 mai

Pendant cette fin de semaine, négociations gouvernement-patronat-syndicats au ministère du Travail, rue de Grenelle. Des « avancées », comme une augmentation significative du SMIC et, surtout, des droits étendus pour les organisations syndicales. Mais au regard de l'ampleur de la grève, peu de chose.

27 mai

Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, présente les accords de Grenelle aux travailleurs de Billancourt. Il se fait siffler et annonce... que ce ne sont pas des accords mais un « constat » et que « rien n'est signé ». Dans la foulée la CGT appelle les travailleurs à lutter entreprise par entreprise pour obtenir des négociations locales... Malgré ces manœuvres de dispersion et de dilution, la grève tiendra trois semaines. Le même jour, meeting au stade Charléty. Il est organisé par l'UNEF, avec le soutien du PSU, de la CFDT, de la FEN... Des dizaines de milliers de jeunes (et moins jeunes), étudiants et travailleurs. Les orateurs se succèdent. Sans perspectives politiques. Le regroupement des révolutionnaires (dont certains ne participent pas à Charléty) donne lieu à diverses réunions mais n'aboutira pas.

28 mai

Mitterrand annonce sa candidature à une élection présidentielle qui n'est pas programmée. Le PCF revendique un « gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste ».

29 mai

De Gaulle a disparu... Il est à Baden-Baden, en Allemagne, et discute avec le général Massu au milieu des chars.

30 mai

De Gaulle réapparaît. Il annonce... qu'il reste, la dissolution de l'Assemblée et des élections législatives anticipées. Dans la foulée, grande manifestation de la droite aux Champs-Élysées. Le PCF annonce qu'il participera aux élections.

10 et 11 juin

Affrontements à Flins et à Sochaux. Trois morts.

12 juin

Dissolution des organisations révolutionnaires et du Mouvement du 22 mars.

23 et 30 juin

Elections législatives : large victoire de la droite.

Et alors ?

« Ce n'est qu'un début. Le combat continue. »

L'extrême-gauche et l'eau qui monte

PAR HENRI WILNO

« Les temps sont en train de changer (...) L'eau autour de vous commence à monter (...) Car le perdant d'aujourd'hui sera le gagnant de demain », chantait Bob Dylan en janvier 1964.¹ C'est dans ce contexte transformé qu'agissent des « groupuscules » qui, dans la France de l'avant-1968, représentent avant tout une espérance.

Malgré leur faiblesse globale et leurs divisions, les courants révolutionnaires avaient réussi à jouer un rôle non négligeable à certains moments cruciaux. D'abord, dans la grève de Renault en 1947 qui avait ébranlé l'Union nationale de la Libération. Ensuite, dans la solidarité avec la lutte du peuple algérien. Plus récemment, ils ont dénoncé le ralliement du PCF dès le premier tour des présidentielles de 1965 à l'opération politicienne de François Mitterrand et se sont investis dans la solidarité militante avec la lutte des Vietnamiens contre l'impérialisme américain. La gauche officielle reste essentiellement bipolaire, clivée entre un parti socialiste pro-américain et qui avait été au gouvernement pendant la guerre d'Algérie, et un parti communiste dominant dans le monde ouvrier, très peu déstalinisé, totalement suiviste par rapport à l'URSS et en même temps à la recherche d'une unité avec les socialistes. Face à cette gauche, les groupes d'extrême-gauche maintiennent, de façons diverses, trois idées-forces : la notion d'un socialisme autre que celui qui prétend exister en URSS et chez ses satellites, l'internationalisme, la nécessité d'une révolution pour en finir avec le capitalisme.

Le bilan de l'activité des courants révolutionnaires avant 68 n'est donc pas nul. Néanmoins, toutes les fractures de l'histoire du mouvement ouvrier se reflètent dans ces petits groupes, au recrutement surtout intellectuel. Pendant des années, leur isolement a été accru par l'hostilité sans faille que leur témoignait le parti communiste, visant à annihiler toute expression indépendante de leur part. Les militants d'entreprise étaient marginalisés, exclus de la CGT, voire dénoncés au patron ; les activités publiques des organisations (réunions, distribution de tracts, ventes de la presse) se réalisaient sous la menace permanente de l'interven-

tion de « gros bras » staliniens. Sur le plan syndical, une présence ouverte de l'extrême-gauche n'était guère possible qu'au sein de la FEN (Fédération de l'éducation nationale) avec la tendance Ecole émancipée et, moyennant parfois certains compromis, au sein de Force ouvrière (où l'on retrouvait des anarcho-syndicalistes et des trotskystes « lambertistes » – voir ci-dessous).

UN NOUVEAU CONTEXTE

On ne comprendrait pas le regain de l'influence diffuse ou directe de l'extrême gauche, dès avant 1968, si on ne tenait pas compte d'un contexte qui, dans les années 1960, commence à se renouveler sur plusieurs plans pour créer, en particulier dans la jeunesse, quelque chose dont la chanson de Bob Dylan est l'expression et qui ressemble à « *l'après sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime* » évoqué par Trotsky, et à concentrer ainsi la « vapeur » indispensable au mouvement.²

Sur le plan politique, on peut distinguer trois éléments essentiels : la constitution du PSU (parti socialiste unifié), la fragmentation du mouvement communiste (staliniens) international et le développement élargi d'une conscience anti-impérialiste. Si le PSU figure dans cette énumération, c'est parce qu'au début des années 1960, alors que les organisations révolutionnaires sont encore très faibles, ce parti accompagne le refus radical de la guerre d'Algérie, est un lieu de confrontation des idées sur la transformation sociale nécessaire, et aussi de radicalisation militante (le PSU est ainsi la première adhésion politique d'Arlette Laguiller).³ Aux côtés des courants moderniste (dont une des principales figures est Michel Rocard) et unitaire (pour l'unité entre socialistes et communistes), y existe une tendance « socialiste révolutionnaire » animée par des militants issus des courants

trotskystes qui mènent dans le PSU un travail idéologique ainsi qu'un investissement dans le secteur entreprises.⁴ En 1964, les principaux animateurs du courant S-R quittent le PSU mais cela ne signifie pas la fin d'une gauche au sein de ce parti, ni même de la référence au marxisme révolutionnaire, notamment au sein de son organisation étudiante (les ESU) à laquelle appartient Jacques Sauvageot (principal animateur de l'UNEF en mai 68).

Par ailleurs, deux des plus grands partis communistes se distancient de l'URSS. En 1964, après des années de frictions, le PC chinois rompt totalement avec l'URSS, accusée d'être devenue « révisionniste » et « social-impérialiste ». Par ailleurs, de façon plus feutrée, depuis la fin des années 1950, le PC italien a commencé à soutenir la nécessité d'un « polycentrisme » du mouvement communiste international, tout en manifestant une plus grande ouverture vis-à-vis des courants critiques ; le contraste est fort avec le PCF, toujours crispé sur sa fidélité à l'URSS.

Ceci, dans un contexte international marqué d'abord par la guerre d'Algérie, puis par la révolution cubaine, le coup d'Etat des colonels grecs (avril 1967) et la lutte du peuple vietnamien. Des secteurs significatifs de la jeunesse révoltée par la barbarie impérialiste se forgent une conscience internationaliste démarquée de la politique du PCF qui se contente d'appeler à la « paix au Vietnam ». Ces tensions se réfractent tout particulièrement dans l'Union des étudiants communistes où vont s'affronter, outre les fidèles à la ligne du PCF, « italiens », prochinois et fraction de gauche qui donnera naissance à la JCR (voir ci-dessous).

Sur le plan idéologique, la pensée marxiste connaît un regain de vivacité, polymorphe et indépendant des normes fixées par le PCF. Il serait trop long d'en développer les divers aspects mais des

terrains de confrontation (cercles de discussion, revues...) existent où peuvent se confronter les divers courants et personnalités. En 1960 ont été fondées les éditions François Maspero: pratiquement tout ce qui compte dans le renouveau de la pensée marxiste, sur le plan de la sociologie, de l'économie et de la politique y sera édité.

François Maspero publie la revue «Partisans», et d'autres revues comme «Les Temps modernes» contribuent au débat idéologique. Une autre composante importante de la pensée critique est la dénonciation des différentes formes d'oppression du monde moderne, de l'aliénation dans un genre de vie capitaliste (où «on perd sa vie à la gagner»), à quoi s'ajoute la dénonciation du conservatisme gaulliste en matière de morale et de mœurs.

Il y a bien sûr aussi le réveil des luttes ouvrières à partir de la grande grève des mineurs de 1963. Ceci alors que les restructurations industrielles se multiplient, que

projeté de renforcer la sélection.

LES «GROUPEUSCULES»

Effectivement, «les temps sont en train de changer» et les arguments de l'extrême gauche deviennent plus audibles. Il est impossible de faire ici un panorama complet de ses composantes; on se limitera aux courants existant nationalement et préoccupés d'une intervention militante suivie (ce qui laisse de côté, soit des groupes idéologiques comme les situationnistes, soit des organisations dont l'action avait été significative mais était alors en fort recul, comme la Voie communiste qui s'était illustrée dans la solidarité active avec le FLN algérien).

Les anarchistes sont les héritiers d'un des plus vieux courants du mouvement ouvrier français. Ils défendent, avec plus ou moins d'énergie selon les groupes, la grève générale insurrectionnelle et l'autogestion et sont par ailleurs les premiers à mettre en avant le thème de la libération sexuelle. Ils sont divisés par des pro-

blèmes d'organisation»⁶ souligne ainsi qu'après la mort de Léon Trotsky, «les organisations trotskystes officielles allaient se révéler totalement incapables de se lier aux masses. Non parce qu'elles se réclamaient du trotskysme, mais parce que leur pratique organisationnelle, leur conception donc du travail nécessaire, étaient étrangères au bolchevisme» et à la nécessité d'un «travail systématique, régulier et quotidien dans les entreprises»⁷

A la veille de 68, la VO est effectivement présente dans quelques-unes d'entre elles, notamment Peugeot à Sochaux. En 1966, une note des Renseignements généraux (citée par Xavier Vigna⁸) estime à une quarantaine le nombre des bulletins d'entreprise liés à cette organisation. Par contre, la conception de la VO de la «centralité ouvrière» ne se traduit pas seulement en termes organisationnels mais aussi par une forte réserve vis-à-vis des mouvements concernant la «petite bourgeoisie» (donc le mouvement étudiant à ses débuts) et des luttes de libération nationale (son soutien à l'indépendance algérienne ne s'est pas accompagné d'un appui concret aux organisations nationalistes).

La FER (Fédération des étudiants révolutionnaires) est l'émanation de l'OCI (Organisation communiste internationaliste) «lambertiste» (du nom de son principal dirigeant, Pierre Lambert). L'OCI est présente dans quelques entreprises et administrations, notamment en Loire-Atlantique: un de ses militants, Yves Rocton, est secrétaire d'une section FO à l'usine Sud-Aviation de Bouguenais, qui sera une des premières entreprises à poursuivre la grève au lendemain du 13 mai 1968. La FER poursuit un travail d'implantation dans l'UNEF et se caractérise par son sectarisme et sa brutalité vis-à-vis des autres courants. Selon Benjamin Stora, qui fut membre du comité central de l'OCI, ses dirigeants aimaient à dire qu'il faut «savoir utiliser contre le stalinisme les méthodes du stalinisme», mais l'utilisation de méthodes musclées allait bien au-delà et était fréquente contre des militants non-staliniens mais caractérisés comme des ennemis de l'OCI.⁹

La JCR (jeunesse communiste révolutionnaire) est née en 1966: ses premiers militants ont été expulsés de l'Union des étudiants communistes (et ont été rejoints par des membres de l'organisation étu-



DR.

les salaires ouvriers sont particulièrement bas, que les horaires dépassent 48 heures par semaine et que les conditions de travail restent dégradées (en 1968, on recense 2,5 millions d'accidents du travail pour une population salariée active de 16,5 millions de personnes).⁵ La peur du chômage augmente. A partir de 1966, des conflits locaux, durs et prolongés, éclatent dans diverses régions (avec à Caen, en janvier 68, des affrontements entre jeunes ouvriers et police).

Enfin, si l'Université reste peu ouverte aux enfants d'ouvriers et d'employés, nombreux sont les étudiants issus des «couches moyennes» qui s'inquiètent pour leur avenir, mettent en cause la structure de l'enseignement qui favorise «les héritiers» (selon le titre d'un ouvrage de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron paru en 1964), d'autant que le pouvoir

blèmes d'organisation (quel degré de centralisation faut-il accepter?) et par le rapport au marxisme. Les groupes les plus significatifs sont la Fédération anarchiste, l'Organisation révolutionnaire anarchiste, plus dynamique et présente chez les étudiants, et les «anarchistes-communistes». Ces derniers publient la revue «Noir et Rouge» et s'inspirent aussi de Rosa Luxemburg; ils prônent la création de conseils ouvriers; Gabriel Cohn-Bendit est alors lié à ce courant.

LES TROTSKYSTES

Trois principales organisations se réfèrent au trotskisme. Voix ouvrière (VO) est centrée sur l'implantation dans les entreprises: c'est d'ailleurs par cette priorité qu'elle justifie son existence. Un texte de novembre 1967 intitulé «De la méthodolo-



diante du PSU) mais ses principaux dirigeants étaient déjà en relation avec le Parti communiste internationaliste (PCI), section française de la IV^e Internationale. La JCR est quasi exclusivement présente dans la jeunesse scolarisée, même si elle essaie de s'élargir aux jeunes travailleurs et développe une intervention en direction des entreprises; quant au PCI, son implantation ouvrière, faible mais significative après la guerre et au début des années 1950, s'est totalement effritée au fil des débats internes tendus et des scissions: «à chaque scission, nous avons perdu des militants, et essentiellement des ouvriers», souligne ainsi Michel Lequenne.¹⁰

Sa faiblesse n'a pas empêché le PCI (et des jeunes de la future JCR) de développer un soutien actif et concret à la lutte des Algériens. Tout en se référant à l'héritage trotskyste, la JCR est ouverte aux autres expériences révolutionnaires, notamment Cuba (la presse la qualifie tantôt de groupe trotskiste, tantôt de groupe castroïste¹¹); elle impulse la solidarité avec le peuple vietnamien au sein du Comité Vietnam national. Si la VO et l'OCI se caractérisent (de façon différente) par une grande rigueur organisationnelle (et, mais c'est un autre débat, par une vision rétrécie de la démocratie au sein d'une organisation révolutionnaire), ce n'est pas le cas de la JCR aux dires mêmes de ses dirigeants: «par rapport aux organisations étudiantes-types, la JCR paraît hypercentralisée et disciplinée. Mais par rapport aux tâches qu'implique l'implantation ouvrière, sa rigueur organisationnelle reste dérisoire».¹²

La JCR compense cette faiblesse par son activisme et sa capacité, fin 67-début 68, à se saisir «des signes avant-coureurs de mobilisations plus vastes»¹³: rôle des jeunes travailleurs dans les grèves de Redon et Caen, agitation étudiante et lycéenne. Des membres de la JCR participent à la construction des Comités d'action lycéens (aux côtés de militants d'un courant, dissident du PCI, liés à un ancien dirigeant de la IV^e Internationale, Michel Pablo). Les militants de l'université de Nanterre décident de s'investir au sein du

Mouvement du 22 mars en alliance avec les libertaires de Daniel Cohn-Bendit (ce qui suscite un débat assez vif au sein de l'organisation). La JCR s'engage dès le départ au côté du mouvement étudiant. Mais comme l'a souligné Daniel Bensaid,

s'investir dans le mouvement de mai-juin 68 pour le porter le plus loin possible et avec la compréhension, au-delà de leurs divergences, que l'essentiel se jouera dans la classe ouvrière. Trotskystes et maoïstes connaîtront un afflux de militants et une audience sans précédent pendant et à la suite du mouvement. Et ceci, paradoxalement, quelle qu'ait été leur attitude concrète à certains moments-clés: aussi bien la JCR, qui a joué un rôle important dans les manifestations, que les «lambertistes», qui dans la nuit du 10 au 11 mai ont appelé à quitter les barricades, et l'UJCML toujours prompt à faire preuve de sectarisme et à traquer les déviations petites-bourgeoises. Jean-Christophe Bailly (qui avait, pour sa part, adhéré à la JCR) a sans doute raison quand il affirme: «bien souvent, je pense, des adhésions à tel groupe plutôt qu'à tel autre, et qui se sont durcies par la suite, ont été dues au hasard: parce que tel groupe était là, parce qu'il était animé par des gens plus convaincant et plus actifs».¹⁵ Le 12 juin 68, les organisations trotskystes et maoïstes (ainsi que le mouvement du 22 mars) sont dissoutes par le pouvoir gaulliste (la dissolution de l'OCI et de la FER seront annulées par le Conseil d'Etat). Ensuite, c'est une autre phase de leur histoire qui commence. □



En Une de L'Humanité du 3 mai 1968. DR.

«une chose était de se faire exclure [...] du PC, en expliquant que toutes les histoires sur l'embourgeoisement de la classe ouvrière avaient leurs limites, autre chose de se retrouver deux ans après devant une grève générale!»¹⁴

«LA CHINE EST ROUGE»...

Les courants maoïstes, qui se proclament marxistes-léninistes, sont issus de la rupture entre la Chine de Mao et l'URSS. Le PCMLF, formé en 1967, est farouchement stalinien et a gagné de vieux militants du PCF. L'UJCML, issue en 1966 de la crise de l'UEC, a d'abord une base surtout étudiante (l'École normale supérieure de Paris est un sanctuaire marxiste-léniniste); elle anime les Comités Vietnam de base (distincts du Comité Vietnam national). Elle a fait un tournant vers les quartiers populaires et les usines (où certains de ses militants se font embaucher – l'«établissement») et se méfie des «petits-bourgeois» et donc du Mouvement du 22 mars à ses débuts. A la veille de mai 68, les maoïstes, dont la vénération pour la «Chine rouge» égale celle que les PC ont pu avoir vis-à-vis de l'URSS stalinienne, pensent qu'ils ont l'avenir devant eux.

Tous les courants qui se réclament de la révolution vont, à la différence du PCF,

1 Bob Dylan, «The Times They Are A-Changin'». Cité par Ludivine Bantigny, «Mai 68 – De grands soirs en petits matins», Seuil, 2018.

2 «Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime (...). Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur.» Léon Trotski, préface à l'«Histoire de la révolution russe», premier tome «Février».

3 Jean-Claude Vessillier, «Le PSU 1960-1989: retour sur une histoire achevée...», TEAN la Revue, n° 9, avril 2010.

4 Michel Lequenne, «Le trotskisme, une histoire sans fard», Syllepse, 2005.

5 Alain Delale et Gilles Ragache, «La France de 68», Seuil, 1978.

6 Lutte de Classe n° 10, novembre 1967.

7 Cet article n'a bien sûr pas pour objet de discuter de la validité du modèle organisationnel de la VO (poursuivi par Lutte ouvrière).

8 Xavier Vigna, «L'insubordination ouvrière dans les années 68», Presses universitaires de Rennes, 2007.

9 Benjamin Stora, «La dernière génération d'octobre», Stock 2003 (réédité en poche en 2008 par Hachette).

10 «Les trotskistes, la lutte des classes, la vie», conversation avec Michel Lequenne, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article10096>

11 Daniel Bensaid et Henri Weber, «Mai 68, une répétition générale», François Maspero, 1968.

12 Daniel Bensaid et Henri Weber, op. cit.

13 Alain Krivine, «Ça te passera avec l'âge», Flammarion, 2006.

14 «L'événement et la durée... Retour sur Mai 68», Daniel Bensaid, Critique communiste n° 188, 2008.

15 Jean-Christophe Bailly, «Un arbre en mai», Seuil, 2018.

Mai 68 à Rouen

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

A Rouen, comme dans la plupart des villes de province, la révolte étudiante, puis la grève générale de mai-juin 1968 ont été rythmées par les événements parisiens. Le fait local majeur fut le déclenchement le 15 mai, sous l'impulsion de jeunes travailleurs combattifs, de la grève à l'usine Renault de Cléon, seconde entreprise à entrer en grève avec occupation. Le Mai rouennais apporte une bonne illustration des forces et des limites de ce mouvement exceptionnel.

Pour éclairer le déroulement des événements, deux éléments doivent être soulignés : d'une part la puissance du mouvement ouvrier local, contrôlé étroitement par le parti communiste ; de l'autre, la politisation et radicalisation de la jeunesse étudiante et lycéenne, avec le rôle joué par les organisations révolutionnaires, principalement la JCR.

L'HÉGÉMONIE DU PCF

Après les destructions massives opérées par la Deuxième Guerre mondiale à Rouen et au Havre, la Seine-Maritime connaît dans l'après-guerre une forte expansion économique. Alors que l'industrie textile traditionnelle achève son déclin, se développe un tissu de moyennes et grandes entreprises, en particulier dans la métallurgie et la chimie (raffineries, engrais...).

L'exemple de Renault est emblématique. Le site de Cléon est ouvert en 1958, dans l'agglomération Rouen/Elbeuf. Il emploie plus de 5000 ouvriers en 1968. Celui de Sandouville, près du Havre, démarre en 1964. L'objectif de la direction est de recruter une main-d'œuvre issue de la campagne, plus docile et facile à exploiter.

La CGT, extrêmement puissante dans des secteurs comme les ports et docks, ou encore la SNCF (Sotteville-lès-Rouen), s'implante dans ces nouvelles industries. L'Union départementale CGT est l'une des plus puissantes de France.

Dans de nombreuses entreprises, le

parti communiste est présent de manière militante, par le biais d'une ou plusieurs cellules qui contrôlent étroitement la CGT. Sa fédération de Seine-Maritime est connue comme l'une des plus puissantes mais aussi l'une des plus staliniennes d'un parti qui reste un soutien inconditionnel de l'Union soviétique. Le PCF dirige la plupart des municipalités ouvrières de l'agglomération de Rouen ainsi que les deuxième et troisième villes du département, Le Havre et Dieppe. Il est aussi très présent dans les milieux universitaires et dans la vie culturelle. Cette hégémonie ne laisse guère de place aux autres courants du mouvement ouvrier.

Au plan politique, la social-démocratie a une implantation très faible. Le PSU a connu un certain développement dans la lutte contre la guerre d'Algérie, notamment à l'initiative des militants du PCI (4e Internationale) qui ont été très engagés dans le soutien matériel au FLN algérien, et contre l'extrême droite.

Au plan syndical, la CFDT reste marginale, une partie des militants ouvriers chrétiens se trouvant à la CGT. FO est quasi inexistante.

RÉVOLTE DE LA JEUNESSE ET ÉMERGENCE DE LA JCR

De création récente, l'université de Rouen ne regroupe en 1968 que 8000 étudiant-e-s. De 1966 à 1968, elle est traversée par le vent de contestation qui souffle en France et dans le monde

sur la jeunesse universitaire : opposition à l'intervention américaine au Vietnam, aux réformes bourgeoises de l'université, au carcan moral qui pèse sur la jeunesse. Il en va de même dans les lycées, soumis à une atmosphère de caserne.

La jeunesse étudiante et lycéenne remet aussi en cause l'ordre moral qui pèse lourdement dans cette ville de province dirigée par la démocratie-chrétienne, sans y être contesté par le mouvement ouvrier : le PCF est alors un fervent défenseur du mariage et de la famille, farouchement hostile à la contraception et au droit à l'avortement.

La compréhension de la situation nouvelle dans la jeunesse avait amené le PCI à impulser la création de la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire), une organisation de jeunesse qui se référait à la fois au trotskysme et à la révolution cubaine (Che Guevara). Rouen constitue, avec Toulouse et Caen, une des principales sections de la nouvelle organisation. La JCR rouennaise, qui compte une trentaine de militant-e-s, engage toutes ses forces dans la construction d'un mouvement de masse de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien.

Le Comité Vietnam de Rouen organise régulièrement des actions spectaculaires et des manifestations de rue.





Fort de 600 adhérents, il est capable de réaliser, en 1967 et en 1968, deux grands meetings « 6 heures pour le Vietnam », regroupant à chaque fois plus de 1000 participants qui ont un grand retentissement sur la ville.

Ces mobilisations se heurtent à l'extrême droite. Le 12 janvier 1967, un commando venu de Paris du groupe Occident, dont font partie trois futurs ministres (Madelin, Longuet et Devdjian), attaque à la barre de fer et dévaste le restaurant universitaire où le Comité Vietnam distribue des tracts, faisant un blessé grave.

Dans le mouvement ouvrier, les mobilisations de la jeunesse et l'action des courants révolutionnaires ne passent pas inaperçues. Le PCF assiste impuissant et exaspéré à la montée en puissance de la JCR dans la jeunesse étudiante et lycéenne. Il réagit avec ses vieilles méthodes staliniennes, dénonçant les groupes « gauchistes provocateurs » et leurs liens avec... la police et

moire, les militants du PCF bloquent l'entrée de la petite salle en empêchant physiquement la réunion de se tenir. Quinze jours plus tard, le meeting se tient dans l'une des plus grandes salles de la ville, bien remplie, avec le soutien d'associations et organisations de gauche ainsi que d'universitaires.

La JCR développe son influence dans les lycées « classiques » comme « techniques » – elle diffuse dans ces derniers la feuille *l'Étincelle* dans le but de gagner de futurs jeunes travailleurs. Elle a quelques militant-e-s d'entreprise dans la chimie, à la SNCF, chez Renault, ainsi qu'à l'hôpital psychiatrique.

Au cours de ces deux années se forge l'équipe militante qui devient en mai 1968 la cheville ouvrière du comité de grève des étudiants de Rouen.

6 MAI / 15 MAI : DE L'UNIVERSITÉ AUX USINES

Le 3 mai, la Sorbonne est occupée par la police, des étudiants résistent par centaines au Quartier latin, des arrestations ont lieu. L'UNEF de Rouen, dirigée par l'Union des étudiants commu-

PSU, inorganisés) qui forment un piquet devant la faculté de lettres et font le tour des amphis. Une AG massive décide la grève immédiate. Une manifestation de solidarité avec Paris est organisée le soir même. L'UNEF, discréditée, ne joue pratiquement plus aucun rôle parmi les étudiants pendant toute la durée de la grève. Les tentatives ultérieures des militants de l'UEC de reprendre le train en marche ne font que les marginaliser davantage.

La grève étudiante s'organise démocratiquement, s'appuyant sur des assemblées générales quotidiennes. Les décisions y sont prises après débat contradictoire. A chaque AG, les membres du comité de grève sont nominalement élus ou réélus. Ce fonctionnement démocratique donne une légitimité incontestable au comité de grève étudiant jusqu'à la fin du mouvement. Des commissions sont mises en place, auxquelles tous les grévistes sont appelés à participer (sur les questions universitaires, les luttes étudiantes et ouvrières). Un journal, « L'Enragé »¹ est publié.

Partie de la faculté des lettres, la grève s'étend très vite à l'ensemble de l'université : sciences, droit, sciences économiques, école d'ingénieurs, IUT... Même des étudiants de l'École supérieure de commerce la rejoignent.

Des étudiants se rendent à la porte des lycées pour les faire entrer dans la lutte. Il suffit en général d'une prise de parole appelant à la solidarité et à rejoindre le combat commun pour que l'établissement se vide. Les lycéens, en longs cortèges, traversent la ville pour rallier l'université qui se trouve à plusieurs kilomètres, sur les hauteurs.

Le 10 mai, la « nuit des barricades » au Quartier latin, marque un tournant dans la situation. L'indignation est générale face à la brutalité de la répression. Le soutien à la cause des étudiants est unanime. Le gouvernement a beau céder à toutes les exigences des étudiants, les syndicats ouvriers et étudiants appellent à la grève pour le 13 mai. Ce jour-là à Rouen, 30 000 personnes, étudiants sous la bannière du comité de grève et ouvriers sous les banderoles syndicales, participent à la manifestation.

Deux jours plus tard, après Sud Aviation à Nantes, l'usine de Renault Cléon est en grève reconductible et occupée. Sous l'impulsion de jeunes combattifs, des cortèges massifs ont défilé dans



Renault Cléon, à l'avant-garde de la grève générale. DR.

la préfecture, ou leur financement par les « caisses noires » du parti gaulliste. Il ne recule pas non plus devant la violence physique. Mais toutes ces tentatives d'en finir avec l'influence « gauchiste » se retournent contre l'appareil stalinien.

Ainsi, lorsque la JCR décide d'organiser, au lendemain de l'assassinat de Che Guevara, un meeting en sa mé-

nistes (UEC), refuse de relayer l'appel national à la grève lancé par les syndicats étudiants et enseignants. Son bureau renvoie dos à dos, dans un communiqué, les violences policières et les agissements des « groupes irresponsables ».

Le 6 mai, le mouvement s'engage donc sans consignes syndicales à l'initiative d'étudiants (membres de la JCR, du

l'usine, la direction qui a refusé de recevoir les grévistes a été séquestrée. L'occupation s'organise. Contre l'avis des responsables syndicaux, quelques jeunes travailleurs vont annoncer la nouvelle aux étudiants, dans le combat desquels ils se reconnaissent

L'assemblée générale des étudiants décrète l'université de Rouen « libre et populaire », « ouverte aux travailleurs », et décide d'envoyer une délégation apporter la solidarité des étudiants aux ouvriers grévistes. La « jonction » entre étudiants et travailleurs a bien lieu à Cléon, contrairement à ce qui se passe deux jours plus tard à Renault-Billancourt, où les étudiants font le tour d'une usine aux portes closes.

Mais les conditions de cette rencontre en montrent les limites et présagent des difficultés à venir. A Cléon, la délégation étudiante est accueillie avec sympathie devant l'usine par les salariés présents. La rencontre avec les représentants syndicaux, surtout ceux de la CGT, est quant à elle plutôt fraîche. Le souhait de ces derniers est de voir « les camarades étudiants » quitter les lieux au plus vite. Après des brefs remerciements... ils s'éclipsent avec la sono. Celle-ci ne réapparaît que grâce à l'intervention de quelques jeunes salariés, pour permettre au représentant étudiant d'apporter la solidarité des étudiants et lancer un appel à un combat commun étudiants/ouvriers. Les discussions sur le parking se poursuivant trop longtemps au gré des responsables syndicaux, une « tournée générale » est annoncée à l'intérieur de l'usine, là où les étudiants ne sont pas admis en raison des « risques de provocations ».

LA GRÈVE GÉNÉRALE

Dans les jours qui suivent, les entreprises et les services publics de l'agglomération s'arrêtent les uns après les autres. Des drapeaux rouges apparaissent partout sur les murs et aux grilles des usines, devant lesquelles les piquets de grève s'installent. Un barrage de péniches bloque toute circulation sur la Seine, aucun train ne circule. La ville et ses banlieues vivent au rythme de la grève. L'idée que cette grève peut changer la vie de chacun est omniprésente.

Mais l'organisation de la grève et la définition de ses objectifs restent l'affaire des responsables syndicaux. Les « co-

mités de grève » ne sont en général que l'addition des directions syndicales, même si les salariés sont mobilisés pour tenir les piquets, assurer la sécurité des installations et le ravitaillement, tandis que des activités culturelles ou sportives sont organisées. Pour les dirigeants du PCF et de la CGT, la coordination de la grève est leur affaire, les décisions doivent se prendre entre militants « responsables » dans les bureaux syndicaux, les salariés n'étant consultés dans leur entreprise que pour les ratifier.

Pour conserver le contrôle du mouvement, le PCF met en place dans les entreprises un véritable cordon sanitaire. Ses militants ont pour mission d'éviter toute forme de « contagion » du mouvement étudiant, vis-à-vis duquel une pesante ambiance de suspicion est systématiquement organisée. Pourtant, le soir, sur le parking de la faculté des lettres, des travailleurs viennent se joindre aux étudiants et aux lycéens pour des discussions qui durent tard dans la nuit. On y partage l'idée que la grève n'est pas seulement « revendicative », mais qu'il s'agit de remettre en cause les structures d'exploitation et d'oppression de la société.

Le 24 mai, dans le grand amphithéâtre de la faculté des sciences, près d'un millier d'étudiants, de lycéens et de salariés participent à un débat animé par le comité de grève étudiant sur le thème « Pouvoir étudiant, pouvoir ouvrier ».

Le 27 mai, au cours d'une manifestation à l'appel du comité de grève étudiant, le cirque de Rouen est occupé. Situé au cœur de la ville et donc plus accessible que la faculté, c'est alors la plus grande salle de Rouen.

Tandis qu'à Paris le pouvoir vacille et que De Gaulle disparaît, l'occupation du cirque permet de créer pendant quatre jours un lieu où toutes celles et ceux qui sont partie prenante de la grève peuvent se rencontrer, discuter des perspectives, débattre d'une autre société à construire. Le comité de grève étudiant anime chaque soir les débats devant plus d'un millier de participant-e-s. Chacun peut s'y exprimer. Un « comité de liaison étudiants-ouvriers » est constitué. Nombreux sont les salarié-e-s qui passent écouter les débats, même s'ils ont parfois le sentiment d'« arriver sur une autre planète » comme le dira l'un d'entre eux.

LIMITES ET REFLUX

Les limites de ces initiatives ne sont pourtant que trop visibles pour les militants révolutionnaires qui les animent. Elles reflètent celles du mouvement étudiant lui-même, qui a pu jouer un rôle déterminant au début des événements mais se trouve inévitablement marginalisé une fois que la grève ouvrière devient l'élément central de la situation. Le cirque est un espace de rencontres et de débats, mais pas le lieu où peut se décider et s'organiser une alternative à la stratégie du PCF et de la CGT. Les travailleurs présents au cirque et ceux qui participent au « comité de liaison étudiants-ouvriers » ne représentaient qu'une minorité combative. Ils n'ont pas les moyens de peser de manière significative sur le cours des événements.

Celles et ceux qui organisent la grève sur le terrain continuent, parfois avec des doutes et des hésitations, à faire confiance aux instructions de l'Union départementale CGT. A Rouen, pas plus qu'ailleurs, il ne se produit de rupture significative au sein du PCF et de la CGT.

Le 31 mai, après la déclaration de De Gaulle annonçant la tenue d'élections et appelant à « l'action civique », le cirque – est occupé par la manifestation où gaullistes et fascistes se retrouvent unis. Ceux-ci en arrachent les banderoles et les drapeaux rouges. Le 18 juin, la faculté des lettres, qui venait d'être rendue à l'administration, est ravagée par un commando d'extrême droite pendant que la police tient les étudiants à distance.

Renault Cléon est l'une des dernières usines à poursuivre la grève, malgré le manque de perspectives. La reprise est votée le 17 juin par 2500 voix contre 900. Cette forte opposition vient principalement des jeunes travailleurs qui ont été les moteurs de la grève et considèrent que « le compte n'y est pas ».

Mais l'esprit qui a régné pendant la grève continue à souffler dans l'usine. Les salariés qui ont relevé la tête n'acceptent plus les vexations et les humiliations. Les initiatives prises en mai portent leurs fruits : un comité d'action des travailleurs de Renault Cléon se constitue, avec une cinquantaine de participants, pour poursuivre la lutte dans l'esprit de ces semaines exceptionnelles. Le combat continue... □

1 Le premier ministre, Pompidou, avait qualifié les étudiants contestataires d'« enragés ».

Le 68 italien

PAR DIEGO GIACHETTI

En Italie, 68 fut à la fois un événement et un long processus. Il n'a pas duré quelques mois comme cela a été dit pour tenter de le dépouiller de tout lien avec « l'après ». Ce ne fut pas non plus une explosion soudaine, ni seulement un conflit générationnel même s'il a mis particulièrement en mouvement la jeunesse, scolarisée et ouvrière (article traduit par Thierry Flamand).

En fait, 68 fut le résultat de la combinaison de facteurs structurels et de la formation de nouvelles consciences suite aux transformations sociales et culturelles provoquées par le processus de modernisation d'une société passée soudainement d'une structure économique encore majoritairement agricole à une structure industrielle. Ceci avec un profond brassage de populations, dû à la migration interne de millions de personnes.

Au même moment, une nouvelle génération a émergé qui voulait être actrice du processus de changement social en cours, se donner un destin et un but. Initialement, cela a donné lieu à un conflit de générations, basé sur l'opposition de son style de vie avec celui des adultes, ce qui a provoqué des tensions dans la famille, l'école, avec des revendications concernant les libertés personnelles et les droits civiques. C'est ainsi que s'est formé un lien de solidarité générationnelle qui, lorsqu'explosèrent les luttes étudiantes, a constitué la base d'un commun accord entre les jeunes. En plein 68, selon un sondage, 61% des jeunes Italiens déclaraient approuver les manifestations étudiantes, même s'ils en approuvaient les buts mais pas toujours les moyens. Un tiers des interviewés était convaincu que la contestation étudiante avait pour but principal non seulement la transformation de l'école, mais celle de la société toute entière.

La guerre du Vietnam, la guerre arabo-israélienne, la révolution culturelle chinoise, les révoltes en cours en Amérique latine, puis la mort du Che en octobre 1967, conditionnèrent l'éducation politique de cette génération. Des ruptures se produisirent au sein de la gauche

traditionnelle avec la naissance d'une « nouvelle gauche », ainsi que dans le

sement important se produisit lors de la décennie suivante. Durant l'année aca-



monde catholique avec la formation d'une aile dissidente par rapport aux positions de l'Église et du parti démocrate-chrétien. Le tout se combinant avec une orientation moins réformatrice qu'auparavant des gouvernements de centre-gauche, en rapport avec la menace et/ou la réalité de politiques de coup d'Etat et avec les premiers signes de la crise économique.

LA CONDITION ÉTUDIANTE

Lors de la première année académique de l'après-guerre, les étudiants inscrits à l'Université étaient 236 422, un chiffre qui est resté pratiquement stable pendant toutes les années cinquante. Un accrois-

démique 1965-66, les inscrits étaient au nombre de 402 938, et on a atteint 681 731 quelques années plus tard. Le nombre des professeurs, de 2063 pour 40 000 étudiants en 1923, était passé à 3000 à la fin des années 1960.

1968 arriva dans un moment de croissance des inscriptions tel que l'on commença déjà, à ce moment-là, à parler d'université de masse. L'augmentation du nombre des inscrits fut une donnée structurelle importante, qui fournit au mouvement étudiant la possibilité d'interagir avec une base plus large que par le passé, moins circonscrite à la grande et moyenne bourgeoisie et à une provenance uniquement citadine. Cette croissance, qui

concernait aussi des familles des couches subalternes, a contribué à mettre l'accent sur le problème du coût de la scolarité, et donc sur la nécessité de revendiquer des mesures concrètes pour garantir vraiment le droit aux études, afin que celui-ci ne reste pas seulement de belles paroles. La dénonciation de la condition étudiante, en se mélangeant avec les apports du contexte international, conduisit à une interprétation de l'institution universitaire, y compris de ses rites et de ses formes autoritaires, comme un rouage de l'ordre de classe et de la sélection des futurs dirigeants, de production de techniciens et de fonctionnaires destinés à s'insérer dans l'engrenage du système capitaliste.

Le projet de réforme universitaire proposé par le ministre de l'instruction publique fut l'élément qui déclencha la contestation étudiante et les occupations des rectorats des universités de Trente, Pise et Turin en 1967, pour s'étendre à toutes les autres universités. Pendant l'année académique 1967-68, l'agitation étudiante atteignit des caractéristiques et dimensions inégalées auparavant. De novembre 1967 à juin 1968, 102 rectorats et facultés furent occupés, 31 rectorats sur 33 étant au moins une fois occupés totalement ou partiellement. Le mouvement étudiant s'est consolidé parce qu'au cours de ces occupations, il a réussi à faire participer un grand nombre d'étudiants à des commissions et groupes de travail.

LA RADICALISATION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT

Les luttes étudiantes allèrent au-delà des revendications traditionnelles de réforme démocratique de l'école et dépassèrent les organismes représentant les étudiants liés aux différents partis politiques, en leur substituant la pratique des assemblées générales et de la démocratie directe. Lors des années précédentes, les différentes organisations de la jeunesse universitaire, liées aux partis, s'étaient limitées à réclamer la modernisation et une réorganisation des études, la cogestion de l'Université, l'actualisation du droit aux études, selon les sacro-saints principes inscrits dans la Constitution. Pendant les occupations, au contraire, le rapport existant entre le système scolaire et le monde de l'accumulation capitaliste devint toujours plus évident.

Le mouvement étudiant naissant, bien qu'hétérogène dans ses analyses et ses

perspectives politiques, prenait conscience qu'un objectif de réforme de l'école, conçu dans les limites consenties par le système, ne pouvait aboutir qu'à un renforcement du système capitaliste. Néanmoins, le mouvement s'est développé au début en critiquant le mode d'enseignement des professeurs, en mettant en avant la mise à jour des contenus et leur ouverture à de nouvelles disciplines. Il a demandé et obtenu que les cours traditionnels soient remplacés par des séminaires et des groupes d'étude.

En même temps que les inscriptions à l'Université augmentaient, la durée de scolarité s'allongeait dans l'enseignement secondaire (lycées, instituts techniques et professionnels). Des centaines de milliers de jeunes étudiantes et étudiants eurent la possibilité de se rencontrer, se confronter et vivre ensemble une partie de leur jeunesse. Une génération de contestataires se forma ainsi, qui lisait et écrivait. En 68 et après, les ronéos imprimèrent des milliers et milliers de tracts, des textes d'analyse politique approfondie, des journaux. Des revues, nées dans le milieu de la nouvelle gauche et qui ne vendaient que quelques centaines d'exemplaires, durent augmenter leur tirage pour faire face à une demande nouvelle. La même chose se produisit pour des publications politiques et sociologiques. Par exemple, le livre de Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, connut un succès inattendu, atteignant presque les 200 000 exemplaires vendus dans les premiers mois de 1968.

UNE RÉPRESSION DE PLUS EN PLUS DURE

La découverte joyeuse de la contestation et de la prise de parole, le plaisir de se retrouver dans les assemblées et dans les rues se sont rapidement heurtés à la répression de la part des institutions: police, carabinieri, magistrats et différentes autorités publiques adoptèrent des mesures allant du renvoi d'étudiants jusqu'au dépôt de plaintes et aux arrestations. Avant 68, la nouvelle génération avait déjà expérimenté la répression sous la forme de l'intolérance des adultes envers les nouveaux styles de vie. Hostilité envers les cheveux longs, la mini-jupe, les groupes de musique beat et rock. En 68, la conscience grandit qu'il ne s'agissait pas seulement d'une répression générationnelle mais d'une répression de classe, des institutions du pouvoir d'Etat contre la contestation.

La première réaction des autorités fut en effet drastique. Les actions répressives

contribuèrent à accroître le sentiment de souffrance et le mécontentement envers les institutions et un arsenal législatif rempli de règles datant de la période fasciste. La réponse à la révolte universitaire se traduisit par des centaines de plaintes et des mandats d'arrestation. Le 1^{er} mars à Turin, il y eut 21 plaintes visant des étudiants et 13 mises en examen. Quelques jours plus tard, 488 plaintes furent déposées contre des étudiants ayant participé aux manifestations. Les journaux de l'époque retracent la carte de la répression en cours dans le pays et décrivent en même temps l'extension de la contestation dans les villes grandes et petites: Rome, Gênes, Pise, Valdarno, Pesaro, Trieste, Lucques, Florence, Reggio de Calabre, Rimini, Merano, Trente... A la fin de l'année, le nombre des plaintes atteignit 2700.

1969, année de luttes ouvrières, enregistra aussi une onde répressive, qui frappa des travailleurs, des syndicalistes, des étudiants: en juin 1970, on a dénombré 746 arrestations et 19 903 dépôts de plaintes, dont 732 visant des dirigeants syndicaux. Parallèlement à l'action répressive des institutions, 1968 vit plusieurs attaques de groupes fascistes contre les étudiants occupant les rectorats des universités. Le cas le plus notable s'est produit à Rome, le 16 mars 1968, quand Giorgio Almirante, sur le point de devenir le secrétaire du Mouvement social italien (MSI, le parti des nostalgiques de Mussolini) se présenta sur les marches de la faculté de droit avec son service d'ordre, accompagné de représentants de Jeune Italie (l'organisation de jeunesse de son parti) pour d'abord la «nettoyer» des dissidents de la section universitaire de son parti, accusés de sympathie avec le mouvement de 68, puis pour prendre d'assaut la faculté de lettres et en «chasser les rouges». Avec cette intrusion, le MSI entendait rassurer l'opinion modérée et conservatrice et confirmer son rôle de parti de l'ordre contre les «rouges», les «maos», les «contestataires» et les «communistes».

Au début des années 1960, contrairement à la décennie précédente, il n'y avait pas eu dans les manifestations de morts provoquées par l'usage d'armes à feu de la part des forces de l'ordre, même si Giovanni Ardizzone, un jeune militant communiste, fut tué au cours d'une manifes-





tation de soutien à Cuba, en octobre 1962, renversé par une jeep de la police. La situation changea à la fin de l'année 1968. Le 2 décembre, à Avola, en Sicile, durant une manifestation d'ouvriers agricoles, deux d'entre eux furent tués par des tirs de la police. Le 9 avril 1969 dans la région de Naples, à Battipaglia, au cours d'une grève et d'une manifestation de soutien, la police chargea les travailleurs, faisant usage d'armes à feu en causant la mort d'un jeune ouvrier et d'une jeune enseignante.

EXTENSION DE L'AGITATION À TOUTE LA JEUNESSE SCOLARISÉE

Au cours des premiers mois de 1968, on comptait 25 universités perturbées. Occupations, évacuations, réoccupations, manifestations de rue, ainsi que premières grèves et occupations dans les écoles secondaires, participations à des cortèges communs avec les travailleurs remplissaient la chronique des journaux, mettant en lumière une extension de la conflictualité qui ne concernait pas seulement les grandes villes, mais le pays tout entier : un 68 rampant, comme on l'appellera ensuite.

Les mouvements étudiants organisèrent différentes rencontres nationales, dans le but de se confronter, se coordonner et élaborer une stratégie commune, comme le rappelle Marco Boato dans son récent livre *Il lungo '68 in Italia e nel mondo* («Le long 68 en Italie et dans le monde»). Le 8 janvier à Turin, la rencontre vit se confronter trois positions politico-idéologiques : celle des mouvements de Turin et Trente, qui s'inspirait de la ligne de *Potere studentesco* (Pouvoir étudiant), nom qui tirait son origine du mouvement américain Students for a Democratic Society, celle du groupe d'origine marxiste-léniniste *Sinistra Universitaria* (Gauche universitaire) venant de Naples, et celle d'inspiration «operaïste» provenant de l'université de Pise. Le 6 février se tint une seconde rencontre à Trente, qui élaborait un programme inspiré principalement des thèses de *Potere studentesco*.

Entretemps, les expériences de convergence entre les luttes étudiantes et ouvrières s'étaient multipliées. Ce fut le thème débattu dans deux rencontres nationales qui se tinrent, en juin 1968, à Venise et à Trente. La dernière rencontre nationale du mouvement étudiant eut

lieu à Venise du 2 au 7 novembre. Trois points y firent l'objet de débats :

- la structure socio-économique des pays européens à capitalisme avancé et l'analyse des luttes ouvrières au niveau européen ;
- la restructuration néocapitaliste, l'analyse des récentes luttes ouvrières et paysannes et les perspectives de lutte dans le cadre de la réouverture des négociations contractuelles, prévues dans différentes branches, en 1969 ;
- l'analyse politique des luttes étudiantes et leur lien avec la classe ouvrière.

La contestation étudiante s'étendait à l'enseignement secondaire, entraînant une masse de très jeunes militants contestataires. Dans la première moitié de 1968, l'agitation et les occupations se développèrent dans les lycées. Après l'ouverture de la nouvelle année scolaire, fin 1968, le mouvement se répandit dans l'ensemble du pays, touchant également les écoles techniques et professionnelles, en y recueillant une adhésion massive parce qu'en tant qu'enfants de travailleurs ces jeunes étaient sensibles au vécu de leurs familles et leurs quartiers.

Habiter et vivre dans les quartiers ouvriers, fréquenter les bars et les rues où l'on entendait parler de la lutte dans les usines ouvrait un canal par lequel les informations et les discussions pénétraient dans les écoles. Avec l'aide de leurs aînés du mouvement universitaire, les lycéens participèrent aux luttes, en se coordonnant dans des comités de quartiers auxquels participaient des représentants de tous les établissements. En distribuant régulièrement des tracts devant les écoles, ils dénonçaient l'attitude des dirigeants du secteur éducatif, des professeurs, les abus de pouvoir, la sélection de classe. Des écoles occupées portaient souvent des cortèges qui se rendaient sous les fenêtres des établissements voisins, aux cris de «Dehors, dehors!» ; c'est ainsi que les écoles plus «faibles» étaient entraînées dans le mouvement, parfois après qu'elles étaient envahies. De nombreux jeunes scolarisés contribuèrent à étendre les thèmes de la lutte étudiante et ouvrière, ainsi que ses formes d'organisation, dans les banlieues où beaucoup d'entre eux habitaient, en impulsant aussi une mobilisation pour la réduction des tarifs des services publics.

L'HEURE DES TRAVAILLEURS

Des luttes ouvrières s'étaient déjà déroulées, prenant des formes nouvelles et inquiétantes pour le patronat et les syndi-

cats. Le 8 octobre 1966, à Trieste, au cours d'une grève et d'une manifestation contre un plan gouvernemental qui prévoyait la fermeture de plusieurs établissements et usines, les manifestants affrontèrent la police, dressant des barricades et répondant aux grenades lacrymogènes par des jets de pierres. Au premier rang se trouvaient, selon la presse, des jeunes travailleurs peu sensibles aux appels des militants plus âgés du Parti communiste italien et de la CGIL, qui cherchaient à canaliser et contrôler leur élan et leur combativité. Deux ans plus tard, le 18 avril 1968 à Valdagno, au cours d'un dur conflit entre les travailleurs et les propriétaires de l'usine Marzotto, des affrontements se conclurent par 47 arrestations et 4 blessés graves, presque tous des jeunes. Des grèves et manifestations eurent lieu également à l'Italsider de Naples, chez les dockers de Gênes, chez Saint Gobain à Pise, à Milan, Bologne, à la Fiat et chez Lancia à Turin, à Caserta, Ancone, Avola, Battipaglia.

En 1968, il y eut des luttes ouvrières significatives porteuses de nouveaux contenus, aussi bien en termes de revendications que des formes d'organisation adoptées. Dans les établissements Pirelli à Milan, ou à Porto Marghera, complexe pétrochimique proche de Venise, surgirent des organes autonomes en conflit ouvert avec les syndicats. Il s'agissait des Comités unitaires de base (CUB) et des assemblées ouvrières prenant le nom de «Potere Operaio» (Pouvoir ouvrier). Dans les grandes et moyennes usines du Nord, les acteurs de ces luttes étaient de jeunes ouvriers provenant du sud du pays et sans qualification, qui n'étaient pas liés aux formes d'organisation traditionnelles, ni avec les ouvriers professionnels plus âgés qui restaient marqués par un sentiment de désillusion et de défaite, typique de ceux qui avaient vécu les grands espoirs déçus de l'immédiat après-guerre.

Un «mai rampant», selon la définition du sociologue du travail Emilio Reyner, était en train de commencer dans des usines où le niveau de syndicalisation était très bas. Une grande partie de la classe ouvrière, composée de jeunes ouvriers sans qualification, le plus souvent immigrés du sud, se trouvait de fait en dehors des organisations syndicales, même s'ils étaient parfois inscrits à la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL, démocrate-chrétienne) ou à l'Union italienne du travail (UIL, socialiste) à cause du système clientéliste des em-

bauches. La présence des syndicats se limitait en général aux membres peu nombreux des commissions internes, le plus souvent de vieux et braves camarades ayant survécu à la répression patronale, mais qui avaient par rapport à la base une attitude paternaliste et surtout de la méfiance envers les jeunes ouvriers. Cette forme de représentation était devenue incapable non seulement d'exprimer, mais même de prendre en compte les nouvelles revendications qui naissaient des conditions sociales et culturelles ou des changements technologiques produits par les rapides réorganisations de la production.

En 1968, en plein développement de la révolte des étudiants, il était de plus en plus évident dans les usines qu'un malaise profond se répandait parmi les jeunes ouvriers, touchant l'organisation du travail dans son ensemble, les méthodes de la lutte de classe et les instruments de lutte syndicaux. L'année 1969 vit dans notre pays le point le plus haut de la conflictualité ouvrière. Dans la période précédente (1959-1967), le taux annuel moyen des heures de grève avait été de 7,26 par salarié. Dans la période 1968-1975, il monta à 11,55 et il atteignit en 1969 23 heures de grève par salarié. En regardant les données concernant l'Italie et en les comparant avec d'autres situations, ce qui a été remarquable a été l'intensité de la mobilisation et son maintien dans la durée. Le nombre des heures de grève en mai-juin 1968 en France fut bien supérieur, mais il s'agissait d'une poussée concentrée dans le temps, après quoi les indicateurs des conflits industriels revinrent dans la norme. Au contraire, en Italie, les indicateurs de la conflictualité industrielle se sont maintenus à des niveaux élevés en 1969 et après.

Au cours de ces années, on assista au développement d'un «pouvoir ouvrier» dans les usines, d'un «contrôle sur la production» qui modifia la présence et l'enracinement des syndicats sur les lieux de travail. Au travers des conseils d'usine et des délégués d'ateliers, qui remplacèrent les anciennes commissions internes, les travailleurs trouvèrent une réponse à leur volonté d'être reconus et représentés.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CONSCIENCE FÉMINISTE

Si les luttes des étudiants et des ouvriers ont donné une conscience politique et syndicale à un conflit de classe et généra-

tionnel qui était latent dans les formes de contestation s'étant manifestées de différentes façons au cours des années soixante, 1968 a marqué une transformation importante pour toute une génération de jeunes femmes; dépassant la révolte sourde enfermée à l'intérieur du milieu familial, elles voulurent conquérir le droit de sortir de la maison, de fréquenter des ami(e)s, d'aller au bal; le droit de se marier avec qui elles voulaient et quand elles le voulaient, celui d'avoir un travail indépendant, de pouvoir faire des

litique du mâle de Kate Millet en 1969, ou *Le deuxième sexe* de Simone de Beauvoir, même s'il datait déjà de 1949). En Italie, cela a commencé à se manifester concrètement en 1968. A Trente, au sein de la faculté de sociologie, se forma l'un des tous premiers groupes féministes italiens, «Le cercle brisé» (*Il cerchio spezzato*), qui faisait partie du mouvement étudiant mais voulait en constituer le secteur féminin.

Deux concepts philosophiques et politiques nouveaux ont caractérisé la nature du mouvement des femmes et sa rupture avec le passé: au lieu de l'émancipation, la libération et le féminisme. Les femmes se rencontraient dans les manifestations, dans les lieux publics de la société. Cette reconnaissance se traduisait par la création de collectifs et de groupes d'auto-conscience féministe. Elles partirent d'une réflexion sur leurs propres expériences pour se doter d'une conscience collective de genre et livrèrent bataille contre les usages, les coutumes et habitudes du passé, sources d'oppression; elles dévoilèrent les limites d'une sexualité pensée et pratiquée au masculin, conduisirent un combat pour les droits civiques et pour révolutionner les rôles fixés par la société.

EN CONCLUSION

Les luttes étudiantes et ouvrières des années 1968-69 ont amorcé une crise politique, sociale et culturelle dont les acteurs sont apparus sur la scène sociale et politique en associant des identités et profils différents, à la fois de génération, de genre et de classe. Cela a provoqué une forme de conflictualité impossible à réduire à un seul de ces facteurs. Les conflits de classe, de genre et les oppositions générationnelles agirent et poussèrent à la révolte conjointement.

En ce sens, le cycle de luttes qui s'ouvrit avec 68 ne peut être réduit au seul conflit générationnel, même si on ne peut nier que sa caractéristique est d'être né dans la jeunesse, si l'on regarde l'état-civil de celles et ceux qui en ont été les initiateurs. Un trait original des mouvements de ces années-là et des groupes extra-parlementaires de gauche fut, de fait, la présence majoritaire des jeunes, la naissance d'une combativité et la présence autonome des femmes en leur sein, la redéfinition des revendications des travailleurs par rapport à celles qui étaient traditionnelles et typiques de l'ouvrier de métier, syndiqué et caractérisé par sa «conscience professionnelle». □

DIEGO GIACHETTI
MARCO SCAVINO



La FIAT aux mains des ouvriers

L'automne chaud de 1969 à Turin

les nuits rouges

Diego Giachetti est l'auteur de nombreux ouvrages, portant notamment sur la période ouverte par le 68 italien. L'un d'entre eux, écrit en collaboration avec Marco Scavino, a été traduit en français aux éditions Les Nuits rouges: «*La Fiat aux mains des ouvriers. L'automne chaud 1969 à Turin*», 2005, 14 euros, 312 pages.

études en accédant à tous les niveaux d'instruction.

La révolte des femmes, qui s'élargit ensuite dans les années soixante-dix, fut le résultat d'une accumulation d'inquiétudes, de colères et du mal-être existentiel de la jeunesse dans la décennie précédente. Elle a débouché sur une participation active de la jeunesse de genre féminin, qui jeta les fondements de ce qui devint une double narration: l'histoire des hommes et celles des femmes. Le féminisme se réclamait de précédents culturels aux Etats-Unis et en France (il suffit de rappeler *La femme mystifiée* de Betty Friedan en 1963, *La po-*

ENTRETIEN AVEC ALAIN KRIVINE

«Les conquêtes politiques et sociales viennent toujours des mobilisations extraparlémentaires, jamais des élections»

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Tu as animé bon nombre de réunions sur Mai 68, organisées à l'initiative de différents comités NPA. Qu'en retiens-tu, qu'est-ce qui t'a éventuellement frappé dans les réactions ou apports des participants ?

Oui, j'ai déjà fait une bonne douzaine de meetings ou réunions-débats en France, mais aussi dans d'autres pays d'Europe – Suède, Belgique, Suisse. Car il ne faut pas oublier que 68 a été un mouvement international. Le «Mai français» entre dans le cadre d'une vague de luttes et de radicalisation politique de la jeunesse qui a touché l'Italie, la Tchécoslovaquie et d'autres pays de l'Est, le Japon, l'Amérique latine...

A chacune des réunions il y a eu relativement du monde, avec un public composé à parts égales de jeunes et de plus anciens, et aux deux tiers non organisé politiquement. Les «vieux» racontant leur vécu, même s'ils ne militent plus, et les jeunes posant une série de questions: qu'est-ce qui a changé ou n'a pas changé depuis 68, est-ce que cela peut recommencer, comment faire un Mai 68 qui cette fois-ci réussisse ? Je reviens d'une réunion à Guyancourt où il y avait principalement des salariés en poste à Renault, mais aussi des anciens de Billancourt et d'autres, en tout plus de cinquante personnes ce qui témoigne de l'intérêt qui peut exister. Comme ailleurs des participants ont pris contact à la sortie.

Parfois des intervenants trouvent que mon analyse est trop pessimiste. Mais il ne s'agit ni de démolir 68 – laissons cela à Sarkozy qui déclarait vouloir «liquider une bonne fois pour toutes l'héritage de Mai 68» – ni de l'encenser de façon acritique. Car il y a aussi eu des limites, des manques, des insatisfactions. Le plus important est de comprendre ce qui s'est passé et comment, en tirant les leçons pour

les batailles d'aujourd'hui.

Avec plus de dix millions de grévistes pendant deux semaines, et plusieurs millions avant et après, Mai 68 a été avant tout la plus grande grève générale de l'histoire du pays, et plus largement que cela. Dans ce cadre, la société tout entière s'est trouvée pendant quelques semaines totalement transformée. La formule de Trotsky, selon laquelle dans de tels mouvements d'ampleur historique les gens deviennent au quotidien méconnaissables, se matérialisait sous nos yeux. La fameuse expression parisienne métro-boulot-dodo s'était vidée de sens. Plus de métro, puisqu'il était en grève, idem pour le boulot, et les gens dormaient peu car tout le monde discutait de tout, dans un climat que l'on n'a plus jamais connu depuis.

La plupart de ceux qui s'expriment dans les médias essaient d'occulter la puissance et la centralité de la grève générale, en réduisant 68 à une révolution sexuelle et culturelle – comme le font Daniel Cohn-Bendit et Romain Goupil, ex-révolutionnaires devenus néolibéraux macroniens, qui expliquent que tout le reste n'était qu'illusion. Ces aspects ont existé mais ils se sont développés ensuite, dans la foulée Mai 68 et grâce à Mai 68, avec notamment le développement d'un mouvement féministe, d'un mouvement LGBT, de la solidarité avec les réfugiés et les migrants.

En octobre dernier Macron affirmait qu'il allait «célébrer» Mai 68. Dans une tribune nous lui avons demandé s'il comptait fêter le 13 mai (quand commence la grève générale) ou le 30 mai (jour de la grande manifestation réactionnaire de soutien à de Gaulle), ou éventuellement les deux «en même temps» puisqu'il n'y aurait plus de gauche ni de droite.¹ Nous n'avons pas reçu de réponse mais on a vu que Macron a renoncé à toute célé-

bration, c'était certainement trop compliqué pour lui.

«Révolution manquée», «répétition générale», voire «Février» (par analogie avec la Révolution russe) préparant un «Octobre» à condition que l'on parvienne à construire entretemps un parti révolutionnaire... C'est ce que disait la Ligue communiste (prédécesseur de la LCR) mais aussi bien d'autres courants d'extrême-gauche, dans une situation marquée par une forte contestation de l'ordre établi ainsi qu'une grande radicalisation de la jeunesse, étudiante et ouvrière. Avec le recul, cette vision n'était-elle cependant pas eu trop «optimiste» ?

Moi qui alors étais déjà trotskyste, je ne savais pas où on allait mais je savais où on n'allait pas. Pour moi, il n'y avait pas alors les conditions pour une révolution socialiste ou communiste. En Mai il s'est produit une crise d'une ampleur inégalée, mais il n'y avait pas véritablement les éléments d'une «grande crise nationale» comme ce que la guerre avait représenté et entraîné pour la Révolution russe de 1917.

J'ai alors découvert deux choses très importantes: la place, le rôle de la spontanéité et celui du parti politique. La spontanéité parce qu'en 68, tout à la base a été spontané. Le mouvement étudiant s'est lancé sans aucune consigne des organisations syndicales ou politiques; à la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire), nous avons été comme tout le monde surpris par le moment et la façon dont il a éclaté, ce qui ne veut pas dire que nous n'y soyons pas intervenus à fond dès le début. Il n'y a pas besoin d'un parti pour lancer un grand mouvement, une grève générale, cela éclate ou n'éclate pas en fonction de ressorts qui dépendent

des masses, et en leur sein d'une avant-garde de lutte dépassant largement les organisations, qui prend l'initiative. Et le rôle du parti politique parce qu'une fois que le mouvement est engagé, sous peine de refluer et d'échouer il lui faut une perspective, une politique, un programme, en ce sens une direction, qui eux ne peuvent pas surgir spontanément.

Deux exemples de cette spontanéité. Au mois d'avril, avant donc le début du mouvement, il y a une manifestation devant l'ambassade d'Allemagne pour protester contre la tentative d'assassinat de Rudi Dutschke, le dirigeant radical de la SDS (Union socialiste allemande des étudiants) ; lorsqu'ils retournent au Quartier latin, des milliers d'étudiants se mettent tout d'un coup à lancer contre les flics des bouteilles, des chaises et tables de café...

Ensuite, le 3 mai, Cohn-Bendit et d'autres étudiants de Nanterre sont reçus à la Sorbonne où un meeting est organisé ; le recteur appelle la police, le meeting est dispersé et la Sorbonne évacuée, ce qui à l'époque est un scandale, quelque chose qui était unimaginable – les temps ont bien changé ; les flics interpellent des participants et les embarquent dans les paniers à salade ; des milliers d'étudiants se regroupent alors en scandant « Libérez nos camarades », commencent à dépaquer les rues, etc., dans ce qui marque le déclenchement de Mai 68.

Il y avait certes une forte politisation, avec une présence de groupes trotskystes, maoïstes ou autres, souvent issus du PC. La cour de la Sorbonne, rouverte le 13 mai, arborait des portraits de Mao, Trotsky, Che Guevara... C'était un phénomène international, qui a touché la jeunesse étudiante et lycéenne de nombreux pays. En France et en Italie, avec son « Mai rampant » qui a duré un an, les travailleurs, les ouvriers sont également entrés dans la lutte et ont joué un rôle central, mais ce sont des exceptions.

En France il y a eu dix millions de travailleurs dans la grève générale, les drapeaux rouges flottaient au-dessus des usines, mais il n'y a pas eu d'auto-organisation, pas de comités de grève, on s'en remettait aux syndicats qui faisaient le boulot. Mais la CGT n'a appelé à la grève générale que le 13 mai, quand la grève avait déjà commencé à s'étendre. Dans les manifestations, les gens scandaient « Dix ans, ça suffit » (les dix ans du pouvoir gaulliste) parce qu'il y avait un im-

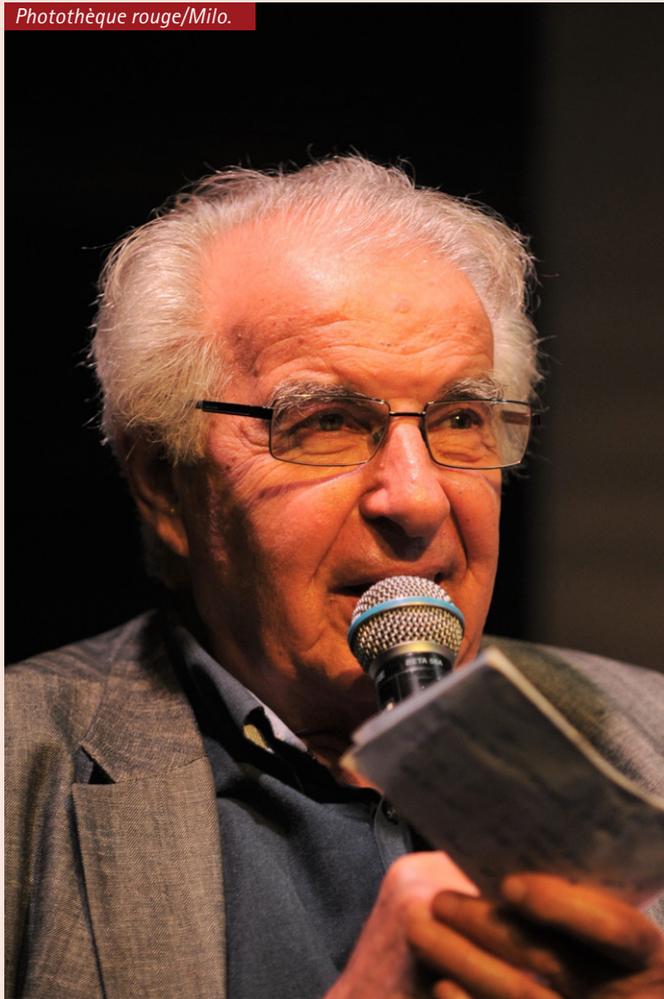
les accords de Grenelle), visait à combler ce vide mais logiquement n'a débouché sur rien. La rencontre étudiants-travailleurs a été très problématique, en fait ne s'est pas produite sauf cas exceptionnels, également du fait du PC et de la CGT qui s'y opposaient.

Des militants et responsables du PCF sont venus à certains débats que j'ai animés, et on les a entendus dire que leur parti avait organisé les grèves, y compris au mois de juin, après les accords de Grenelle. J'ai été obligé de répondre que c'est un mensonge. La CGT et le PCF n'ont rien eu à voir avec le déclenchement des grèves, qui a été le fait des ouvriers eux-mêmes.

Lorsque de Gaulle a commencé à parler de nouvelles élections tout le monde rigolait, dans le mouvement personne ne pensait que ça pourrait résoudre quoi que ce soit. A son retour de Baden-Baden, quand il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections législatives pour les 23 et 30 juin, le PC donne son accord et à partir de là le mouvement est terminé. C'est à ce moment que j'ai lancé le slogan « Elections, piège à cons ». Pas comme une déclaration de principes valable de tout temps et en tout lieu, mais parce que concrètement à ce moment-là, c'était un enterrement de première classe d'un formidable mouvement extraparlémentaire. De Gaulle a largement gagné les élections et, après son départ un an plus tard, la droite est encore restée au pouvoir pendant douze ans, jusqu'à l'élection de Mitterrand dans une situation qui était devenue très différente.

Parlons si tu veux bien de la fondation de la Ligue communiste, en avril 1969. Tu étais membre et dirigeant des deux organisations, dissoutes par le pouvoir gaulliste après Mai 68, dont les militants ont pris la décision de lancer la Ligue : la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), formée par des ca-

Photothèque rouge/Milo.



mense ras-le-bol, qui à ce moment-là s'est cristallisé et a explosé. Il y avait une force spontanée énorme, mais pas de perspective politique. Quand on scandait « Le pouvoir aux travailleurs », ça n'avait cependant pas de contenu réel parce que le mouvement ouvrier était organisé très largement par le PCF et la CGT, qui ne voulaient pas prendre le pouvoir. Et Sauvageot et Cohn-Bendit non plus, ils étaient à la tête des manifestations mais n'avaient pas de programme ou d'alternative de pouvoir. Le rassemblement de Charléty, le 27 mai (jour où ont également été rendus publics



marades exclus de l'Union des étudiants communistes (UEC) et du PCF, et le Parti communiste internationaliste (PCI) qui était alors la « section française de la IV^e Internationale »...

Pour des raisons de sécurité le congrès s'est tenu clandestinement, au mois d'avril en Allemagne.

Mais en fait j'ai suivi ça de loin parce que je faisais alors mon service militaire, à Verdun. C'est là d'ailleurs que j'ai appris que je devais me présenter à l'élection présidentielle, convoquée au mois de juin après le départ de de Gaulle – ce qui a mis dans la caserne une pagaille pas possible... A la direction du PCI nous avons eu une discussion, avec la participation d'Ernest Mandel, sur le fait de savoir s'il fallait poursuivre ou non un entrisme dans le PCF. Le choix de créer une organisation indépendante, à partir des forces dont nous disposions et qui s'étaient regroupées autour du journal Rouge, lancé en septembre 1968, a été très largement partagé. A l'époque, le PCI ne devait pas avoir plus de 150 militants, tandis que la JCR, formée en 1965/66, en regroupait au départ deux ou trois centaines et est arrivée en Mai jusqu'à 900.

La JCR était une organisation essentiellement étudiante, avec quelques jeunes travailleurs, mais très peu. Elle était dirigée par des trotskystes, membres du PCI, mais la majorité de ses militants étaient au départ plutôt guévaristes, on parlait d'ailleurs d'une organisation « trotsko-guévariste ». Dans les manifestations la JCR reprenait le slogan, que Rudi Dutschke m'avait fait découvrir en Allemagne, « Hô Hô Hô Chi-Minh, Che Che Guevara » – pas fantastique politiquement, mais qui exprimait la radicalité des luttes anti-impérialistes. Un débat central du congrès de fondation a été l'adhésion à la IV^e Internationale, auquel s'est opposée une minorité qui est allée fonder ensuite l'Organisation communiste Révolution !.

L'objectif général était bien sûr d'avancer dans la construction du facteur subjectif, du parti qui avait manqué en Mai. Plus concrètement, nous nous

donnions pour tâche de « gagner l'hégémonie sur l'avant-garde large », cette couche de travailleurs et de jeunes de milliers, de dizaines de milliers qui s'était politisée et continuait à se politiser dans la foulée du mouvement de Mai. Notre force résidait dans notre capacité à être unitaire dans l'action, tout en étant très clair, très radical dans notre propagande. Cette combinaison est quelque chose de très important, qui a profondément marqué la Ligue et reste ancré aujourd'hui à travers le NPA. On est à fond pour l'unité d'action contre Macron, mais on ne va pas se présenter à des élections avec des gens dont la stratégie est les élections pour gérer les institutions.

Quand Tsipras est venu nous voir à Paris après son élection à la tête de Syriza, qui à l'époque devait faire 3% des voix, il nous a dit « bonjour, je suis le Besancenot grec ». On a vu le résultat. Aujourd'hui on a Mélenchon qui parle sur le mode « Quand je serai président », ce qui est ridicule puisqu'il ne sera jamais président, et s'il le devenait il ferait des politiques d'austérité comme tous les autres. Les conquêtes politiques et sociales ne sont jamais venues du parlement et des élections, elles ont toujours été la conséquence des mobilisations, de la grève générale. Notre désaccord essentiel avec Mélenchon ne porte pas sur telle ou telle de ses propositions, le problème n'est pas de savoir s'il est plus à gauche ou plus à droite que le PC, il est que les uns et les autres ont une politique et une stratégie institutionnelles. C'est la grande ligne de démarcation. Après, il y a un autre phénomène, que l'on commence à voir également en France et qui pose un autre type de problèmes, celui des secteurs qui du fait du rejet de la politique institutionnelle prétendent, à la suite des zapatistes, « faire la révolution sans prendre le pouvoir ».

Afin de « gagner l'hégémonie sur l'avant-garde large », la Ligue considérait nécessaire de répondre à ses préoccupations et pour cela de prendre des initiatives radicales, même minoritaires. Et de fait, jusqu'en 1977 les forces et l'influence de la LCR se sont développées significativement, dans la jeunesse scolarisée mais aussi dans des secteurs de la classe ou-

vrière. Par-delà toutes les différences, la situation très contradictoire que nous traversons aujourd'hui pourrait présenter certaines analogies – par exemple, par rapport à « l'avant-garde » des « cortèges de tête ». Y a-t-il de ce point de vue des enseignements à tirer de l'expérience des années soixante-dix ?

Au bureau politique j'avais voté pour la manifestation du 21 juin 1973, qui nous a valu la nouvelle dissolution. Je pense toujours que c'était une décision juste et d'ailleurs nous n'étions pas seuls à appeler, et la manifestation était tout sauf ridicule, elle a rassemblé plusieurs milliers de personnes.

En tête de la manifestation du 13 mai 1968 à Paris. DR.



Mais refaire maintenant ce genre de choses n'aurait pas de sens, parce que la situation est totalement différente. A l'époque l'avant-garde large était une réalité, dans la jeunesse scolarisée et aussi parmi les nouveaux ouvriers, moins encadrés par le PCF et qui avaient mené des luttes radicales

dès 1966/67. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, où tout est beaucoup plus réduit et plus éclaté. Nuit Debout était très petit et la « marée » de Mélenchon n'a pas eu lieu.

Le prolétariat est plus nombreux qu'en 68, mais il est aussi plus divisé, atomisé, avec sur les épaules le poids des défaites, des reculs qui se sont accumulés depuis. On est passé de 300 000 à deux millions et demi d'étudiants et la moitié d'entre eux travaillent, ce qui fait que le problème de la jonction étudiants-travailleurs ne se pose plus du tout de la même façon, elle se fait de manière beaucoup plus naturelle. Mais en même temps, comme on vient de le voir dans le mouvement contre la sélection à l'uni-

vementalement parce qu'il n'ont plus confiance, est très important. Il faut trouver les voies, les moyens de s'adresser à ces gens, qui ne sont pas à confondre avec les quelques dizaines de « casseurs », black blocks ou autres, dont la violence minoritaire n'est pas comprise, donc divisée et affaiblie.

C'était très différent en 68, il y avait une violence de masse qui répondait à la violence de la police. Rue Gay-Lussac les habitants, qui n'étaient pourtant pas des ouvriers, soutenaient largement les étudiants contre les flics, jetaient de l'eau depuis les fenêtres pour faire retomber les gaz lacrymogènes. Je me souviens d'un gars bien habillé disant d'un air rigolard

nous sommes toujours opposés à la violence minoritaire – en 68 on avait même protégé une armurerie que certains manifestants voulaient dévaliser.

La situation actuelle, nationale et internationale, a assez peu à voir avec celle d'il y a cinquante ans. Par-delà toutes les différences, quels sont à ton sens les enseignements de Mai 68 qui restent actuels ?

D'abord, que pour faire une vraie révolution il faut parvenir à développer une auto-organisation, un contrôle des travailleurs et travailleuses au sein des entreprises. Ensuite, qu'il y a toujours autant besoin d'une alternative anticapitaliste, internationaliste qui soit suffisamment forte et crédible. Ce sont les deux éléments qui ont manqué en 68, ce qui a fait que le mouvement s'est conclu par un échec, une reprise en main par les institutions.

Maintenant, on ne va pas se le cacher, on est face à une situation complexe où l'on doit tenter de résoudre des problèmes difficiles. Il y a tout un public, des gens qui votaient pour le PC et se retrouvent maintenant à voter FN – sans que ces gens aient rien de fasciste, raison pour laquelle dénoncer le fascisme ne sert à rien – ou bien ne votent plus du tout parce qu'ils ne croient plus dans la politique. Quand Philippe Poutou est venu à Saint-Denis, pendant la campagne présidentielle de 2017, des tas de gens allaient le saluer, le féliciter, et lui disaient en même temps « Mais qu'est-ce que tu vas faire dans cette galère ? » Et puis il y a le racisme, qui pénètre les classes populaires et est un grand facteur de division.

Ce n'est évidemment pas une raison pour baisser les bras. On l'a encore vu pendant ce printemps, il y a toujours dans ce pays des luttes d'une certaine ampleur, et toujours aussi des travailleurs et des jeunes qui cherchent des réponses et sont prêts à écouter ce que nous pouvons leur dire. A un moment, la tendance va s'inverser et je suis convaincu que l'on verra alors renaître quelque chose qui ressemblera à l'esprit de Mai. □



versité, les étudiants qui se mobilisent ne descendent pas dans la rue. Le phénomène des cortèges de tête, avec ces milliers de personnes – jusqu'à 15 000 dans les dernières manifestations parisiennes – qui ne veulent pas défiler derrière les banderoles des syndicats ou des partis, fon-

« Tiens, c'est ma voiture qui brûle » – quelques semaines plus tard, il a peut-être voté pour de Gaulle...

Quand on licencie des ouvriers c'est une forme de violence extrême et leur riposte, y compris violente, est légitime, dès lors bien sûr qu'eux-mêmes en prennent la décision. Mais nous

¹ https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/01/24/alain-krivine-et-alain-cyroulnik-eh-bien-non-nous-n-allons-pas-enterrer-mai-68_5246122_3232.html

Dès 1970, le viol au cœur des luttes féministes

PAR SONIA CASAGRANDE ET JOSETTE TRAT

Deux camarades qui ont été actives dans le mouvement de la «deuxième vague féministe» (années 1960-70) reviennent ici sur un texte publié dans notre revue en janvier 2018.

Dans un article récent¹, Aurore Lance-reau cherche à comprendre pourquoi le mouvement «MeToo» n'a pas suscité en France une mobilisation massive en dehors des réseaux sociaux comme ce fut le cas dans d'autres pays, en Italie par exemple ou sur d'autres continents, en Amérique Latine. Question légitime et capitale aujourd'hui, à l'heure où nous aurions besoin d'un mouvement féministe de masse et autonome pour faire contrepoids aux régressions en cours et à venir.

Une des raisons avancées aux limites des mobilisations en cours serait liée à une «particularité» du mouvement féministe en France, où il n'y aurait aucune «tradition de lutte pré-existante sur cette question». L'auteure insiste dans la même page: «en France, il n'y a jamais eu de mouvement d'ampleur contre les violences sexistes. Ce thème n'a été en outre que bien peu investi à un niveau tant théorique que militant». Plus grave encore, «la question des violences a historiquement été prise en charge par des associations dans le secteur du travail social», associations qui seraient elles-mêmes «de moins en moins dans un rapport d'opposition à l'Etat et de plus en plus en plus dans une forme de collaboration avec celui-ci» rendue nécessaire pour l'obtention de subventions.

Ce texte revient sur ces deux questions: les violences sexistes ont-elles été en marge de l'activité du mouvement féministe de la deuxième vague en France? Et l'activité des associations créées par des militantes féministes pour aider les femmes victimes de violences auraient-elles absorbé les capacités de mobilisation des féministes?

QUAND UNE FEMME DIT NON, C'EST NON!

Comme le rappelle Anne-Marie Pavillard dans un article de synthèse sur la question de la lutte contre les violences contre les femmes publié en 2011: «la question du viol était présente en 1970 dans le numéro spécial de la revue *Partisans* intitulé *Libération des femmes année zéro* (de Lesseps, 1970) et avait fait l'objet de plu-

sieurs témoignages lors des journées de dénonciation des crimes contre les femmes en mai 1972 à la Mutualité à Paris. Mais c'est surtout la décision d'Anne et Aracelli, deux jeunes campeuses belges violées dans les calanques près de Marseille en 1974, de faire appel à la solidarité des féministes et de rendre public le procès de leurs violeurs, qui a fortement contribué à briser le tabou que représentait toujours le viol pour des millions de femmes».² La campagne qui s'engagea alors et aboutit à la condamnation des trois violeurs en 1978 a favorisé une large prise de conscience et permis de déboucher sur un changement important de la législation, ceci en 1980, avant l'arrivée de la gauche au gouvernement en 1981.

Même s'il n'y a pas eu de manifestations aussi massives que pour le droit à l'avortement libre et gratuit, qui draina des dizaines de milliers de femmes et leurs alliés dans la rue jusqu'en 1979, il y eut une mobilisation permanente des féministes au moyen de nombreux meetings, comme celui de juin 1976 à la Mutualité à Paris, ou de rassemblements lors des procès, pour contraindre les médias et notamment la télévision à organiser des débats, réaliser des documentaires avec des femmes victimes de viol, leurs avocates (notamment Gisèle Halimi) qui interpellaient l'opinion publique et plus précisément les hommes sur la gravité de ce «crime». Cette mobilisation se traduisit également par la présence de mots d'ordre dénonçant le viol, tout particulièrement dans les manifestations du 8 mars ou, ultérieurement, dans des manifestations de nuit organisées par de jeunes féministes à Paris et dans de nombreuses villes en région.

Cinquante ans plus tard, cette question a été banalisée, mais on n'imagine pas l'ampleur du débat qui agita à l'époque les rangs de la société française dans toutes ses composantes au point de faire bouger les lignes au sein même du Parti communiste français, très hostile au début des années 1970 au mouvement féministe sous le prétexte falla-

cieux qu'il divisait les femmes et «servait la bourgeoisie». Gisèle Moreau (une des responsables nationales du PCF) accepta ainsi de venir témoigner au procès d'Anne et Aracelli aux côtés d'autres personnalités. De même l'équipe du mensuel *Antoinette* (magazine féminin de la CGT), qui avait amorcé une certaine ouverture en direction du féminisme sous la poussée des groupes femmes d'entreprise et des commissions femmes syndicales, sortit en 1977 un dossier sur le viol qui marqua une étape indéniable dans cette prise en compte des revendications féministes. Dans la foulée de ces mobilisations, d'autres violences liées elles aussi à la domination masculine firent l'objet d'un travail associatif important, comme les violences conjugales, les abus sexuels contre les enfants, le harcèlement au travail ou les mutilations sexuelles.³

A cette occasion, des débats de fond eurent lieu sur des questions comme celle sur le recours à la justice, qui divisèrent les féministes: nous, militantes féministes luttées de classe, pensions qu'il était juste de faire juger les viols comme des crimes, même si nous n'avons jamais semé d'illusion sur les effets de la prison sur les violeurs. Nous insistions, avec d'autres, sur l'importance de la prévention qui passe par un travail d'éducation des filles et des garçons sur les questions de sexualité. Non, le viol ou la brutalité d'un époux jaloux ne sont ni l'expression d'un désir «incontrôlable», ni celui d'un amour excessif. C'est l'expression d'un rapport de pouvoir.⁴

Un autre débat politico-théorique surgit au fil des luttes et de la réflexion. C'est celui sur le prétendu «consentement» des femmes à leur sujétion. Débat qui mit aux prises des chercheurs.e.s comme Maurice Godelier, Nicole-Claude Mathieu et Pierre Bourdieu. Selon N.-C. Mathieu, on ne peut confondre le fait de céder sous la contrainte avec le consentement. Pour M. Godelier et P. Bourdieu, on ne peut comprendre la perpétuation

des rapports sociaux de subordination sans s'interroger sur l'impact de la « violence idéelle » pour l'un ou de la « violence symbolique » pour l'autre qui structurent l'organisation de la vie quotidienne mais aussi les corps, les manières d'agir et de réagir, le plus souvent de manière inconsciente, aussi bien des dominants que des dominées.⁵ Débat très important et qui est loin d'être épuisé.

LA QUESTION DES CENTRES D'ACCUEIL

Historiquement, les questions de violences contre les femmes n'ont pas été prises en charge d'emblée par des associations du secteur du travail social. Cela a été le fruit de batailles tenaces du mouvement des femmes durant de longues années. Réduire ces batailles à une banale « gestion des violences » ne permet pas d'en comprendre les ressorts et nous prive d'éclairages pour le débat actuel.

Le mouvement des femmes des années 1970, en France comme dans beaucoup de pays, a été un mouvement de masse présent sur tout le territoire. Il a été structuré en partie par les groupes femmes qui réunissaient des militantes politiques, majoritairement des femmes qui vivaient là leur première expérience politique. C'était des lieux non mixtes où les femmes parlaient de toutes les formes d'oppression patriarcale subies au quotidien. C'était en même temps des lieux de solidarité active. Tous les sujets y étaient abordés sans tabou, « le privé était politique ». Donc se sont posées très vite les questions des violences subies par les femmes, du viol, des violences conjugales. C'est la force collective du mouvement et les groupes femmes qui ont permis aux femmes de porter sur la place publique et de dénoncer les violences qu'elles subissaient auparavant dans la honte et le secret.

Le succès en France du livre *Crie moins fort, les voisins vont t'entendre*, d'Erin Pizzey, paru en 1975, décrivant la complicité de toutes les institutions et le silence qui pesait sur les femmes battues, illustre combien cette préoccupation était présente chez les féministes. Mais la dénonciation du problème ne suffit pas à transformer la réalité. La recherche de solutions pour toutes ces femmes battues qui frappaient aux portes du mouvement féministe conduisit à la question de l'accueil. Plusieurs groupes femmes à la fin des années 1970 s'y attelèrent de manière militante et bénévole.

La charge était immense. Cela donna lieu à de nombreux débats : faut-il prendre en charge ou se battre pour que le service public le fasse ? Quel type de service public ? Comment les féministes peuvent-elles exercer un contrôle sur ce qui se fait ? Les débats se nourrissaient des expériences du

mouvement féministe des autres pays et notamment de l'Italie, très en pointe sur les structures d'accueil autogérées par les féministes. L'association SOS-Femmes Alterna-

ment nous pouvons, nous féministes luttes de classe, contribuer à relancer un mouvement autonome des femmes, unitaire, implanté à la base et utile aux femmes les plus



Dans la manifestation du 8 mars 2015 à Paris. Photothèque rouge/Milo.

tive ouvert en 1978, en région parisienne, le premier foyer d'accueil pour femmes battues, le Centre Flora Tristan. Plusieurs autres structures d'accueil virent le jour, toujours portées par des militantes féministes, parfois par des militantes qui avaient elles-mêmes subi ces violences et avaient conquis collectivement leur indépendance.

Ainsi, c'est porté par l'expression des besoins de nombreuses femmes qui secouaient le joug de l'oppression patriarcale que des féministes, à un moment fort du mouvement des femmes, pas seulement en France, ont mis en place ces réponses, et non des associations du secteur social.

Pour pouvoir aborder sereinement les questions stratégiques, il est nécessaire de repartir des réalités historiques. A partir de ces éléments, un bilan reste à faire de l'état du mouvement féministe en France aujourd'hui. Des remises en cause multiples des droits des femmes sont à l'œuvre, comme on a pu le voir à propos des jugements récents sur des viols, y compris commis sur des mineures. La future loi sur la justice, sous couvert de rapidité et d'efficacité, va décriminaliser les affaires de viol.⁶

Face à cela, la vague « MeToo » en France n'a pas fini de produire ses effets. Elle peut nourrir diverses formes d'organisations des femmes, coordinations, associations, Maisons des femmes, commissions syndicales femmes, etc. Pour mieux comprendre les obstacles rencontrés à sa massification, il faut revenir sur le contexte politique international mais aussi national dans laquelle elle a émergé.⁷

La question qui nous est posée est bien com-

oprimées, capable de résister et de continuer à saper les bases du capitalisme et du patriarcat. De ce point de vue, il est indispensable de combiner deux principes de base : chercher l'unité la plus large, tout en menant de front une lutte sans concession contre ce gouvernement qui a l'art d'enrober ses mauvais coups dans des discours mielleux. □

1 « "Me Too" : première tentative de bilan », revue *l'Anticapitaliste* n° 94, janvier 2018.

2 « Notre corps nous appartient ! Les luttes contre les violences faites aux femmes », in *Cahiers du féminisme*. Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte des classes, coordonné par Josette Trat, Syllepse, 2011, p. 192-208.

3 Sur toutes ces questions, il y eut de nombreux articles dans la revue *Cahiers du féminisme*, recensés par Anne-Marie Pavillard dans l'article déjà cité ainsi que dans son article « Les mutilations sexuelles : un travail de sensibilisation toujours nécessaire », p. 209-210, dans notre livre collectif de 2011.

4 C'est le sens de l'intervention remarquable de la philosophe féministe Françoise Collin, lors du colloque organisé par l'association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) en 1989 : « toute la culture fait en sorte que les hommes entretiennent avec leur sexualité un rapport différent de celui des femmes : pour eux, en effet, leur sexualité est d'emblée proposée et perçue comme un droit, unilatéral, droit qui repose souvent sur l'assimilation du désir au besoin (...), oubliant au passage un "détail", à savoir que le désir engage non un objet mais un autre désir, un être humain (...) Dès lors, toute émergence d'une résistance des femmes à cet ordre, tout rappel (...) d'un autre désir, irréductible, est perçue comme une menace de castration ou comme le spectre d'un retour puritain à l'ordre moral ».

5 Cf. J. Trat, « Bourdieu et la domination masculine », 1998, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article3505>.

6 La nouvelle proposition de loi sur la justice du gouvernement Macron prévoit de créer une juridiction intermédiaire entre correctionnelle et criminelle. Les affaires de viol passeront dans cette nouvelle juridiction.

7 Question qui serait à aborder dans un autre article.

Jupiter sans la foudre

PAR YANN GÉZARD



Le 24 avril 2018 à la Maison Blanche. Reuters/Kevin Lamarque.

Fin avril, les zoologues spécialistes du comportement des grands singes n'avaient nul besoin de s'aventurer au plus profond des forêts d'Afrique centrale pour observer la sarabande des mâles dominants. Il suffisait d'allumer la télé et d'observer le spectacle des bourrades, guilguilis, câlins, jeux de mains, époussetage voire épouillage, donné par Trump et Macron à la Maison Blanche.

Qui a perdu à ce petit jeu ? Macron bien sûr. Car il est sans doute plus facile de jouer à Jupiter face aux manifestants, quand on dispose des pouvoirs monarchiques de la 5^e République, que face au leader de la première puissance économique et militaire du monde. Rapport de forces oblige.

Macron voulait faire le malin. Sans doute pense-t-il se renforcer sur la scène française en jouant aux mariolles sur la scène internationale. Las, c'est raté. Jupiter a même reçu deux claques dans la même semaine. Une première à Berlin, quand Merkel lui a gentiment expliqué qu'il allait falloir « *accepter des compromis* » (un euphémisme) à propos de ses projets de soi-disant rénovation de l'Union européenne. Une deuxième à Washington.

Qu'a-t-il en effet obtenu de sa « visite d'Etat » outre-Atlantique ? A propos de l'accord de Paris sur le réchauffement climatique ? Rien. Sur les taxes douanières américaines portant sur l'acier et l'aluminium ? Moins que rien : Trump a prolongé d'un mois l'exemption

des Européens, histoire de faire monter un peu plus la température. Sur l'accord nucléaire avec l'Iran ? Pire que rien.

Sur ce front iranien, c'est même la débâcle. Jour 1 : il fait le matamore en disant à Fox News : « *il n'y a pas de plan B* ».

Jour 2 : il propose... un plan B. La réouverture de négociations pour « *élargir l'accord* », en contraignant l'Iran à de nouvelles concessions sur le contrôle de ses activités, son programme militaire en général, toute sa politique au Moyen-Orient. Sur le fond, en gros et en détail, c'est un quasi ralliement aux exigences de Trump. Fort logiquement, non seulement l'Iran mais aussi la Russie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont retoqué la proposition.

Jour 3 : Jupiter rappelle devant le Congrès américain, en langue de coton diplomatique, ses désaccords généraux avec le président Trump. Une façon de sauver la face qui ne dupe sans doute que la grande presse française, et encore. 8 mai : comme on pouvait s'y attendre, Trump annonce le retrait américain de l'accord nucléaire avec l'Iran et le rétablissement des sanctions, dans leur version la plus dure, y compris à l'égard des multinationales européennes.

Tout cela prêterait surtout à la rigolade s'il n'y avait le risque, aujourd'hui, de nouvelles tragédies au Moyen-Orient. Trump a choisi de renforcer un axe USA-Israël-Arabie saoudite, qui se fait de plus en plus menaçant contre l'Iran. Rien ne garantit aujourd'hui que ce

trio ne prépare pas une véritable guerre, une de plus, au Moyen-Orient. A minima ils essaient déjà de faire monter la tension, par un blocus économique et même des bombardements israéliens contre les positions iraniennes en Syrie, pour refaire de l'Iran un régime paria et, par ce biais, justifier de façon encore plus assumée leurs propres crimes : la guerre des Saoudiens au Yémen, l'oppression et les crimes de masse contre les Palestiniens, une escalade folle des dépenses militaires (l'Arabie saoudite vient de prendre le cinquième rang mondial, devant la France), une démagogie confessionnelle « anti-chiïtes » mortifère.

Mais Macron ne trouve rien à dire sur tout cela. Sans se rallier pleinement au nouvel aventurisme d'un Trump, il est cependant bien incapable de rompre avec, de le dénoncer. Ses premières réactions à ce nouveau « *Trumpxit* » le montrent : il déplore le retrait américain, jure vouloir « *travailler dur* » pour « *sauver l'accord* », mais en invitant l'Iran à négocier sur tous ses armements et sur sa politique générale dans la région. Téhéran ainsi désigné comme seule menace pour la paix, Macron donne en partie raison à son ami Trump, son allié Netanyahu, son client Ben Salman.

Voilà pourquoi, sur bien des images de sa visite à la Maison blanche, il avait l'air, pour reprendre l'expression d'un journaliste de Mediapart, « *d'un toutou tenu en laisse* ». □